

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 28 janvier 2026 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°818 ■

RÉUNION DU
GOUVERNEMENT

**L'agriculture et
l'industrie à l'ordre
du jour**

P 16

LANCEMENT DE LA PREMIÈRE OPÉRATION
DE SUKUK SOUVERAINS

L'Algérie veut mobiliser 296,6 milliards de DA

L'Algérie a marqué une étape majeure dans le développement de son marché financier en lançant, hier mardi, pour la première fois de son histoire, l'émission de sukuks souverains, conformes aux principes de la finance islamique et basés sur la formule de l'ijara avec droit d'usage « Ijara Usufruit ». La valeur de cette première émission de sukuk souverains en Algérie s'élève à 296,650 milliards de DA. P 3



SON DG A ÉTÉ REÇU HIER
À ALGER PAR LE MINISTRE D'ÉTAT,
MINISTRE DES HYDROCARBURES
ET DES MINES

**Le saoudien Abunayyan
Holding veut localiser
l'industrie du
dessalement en Algérie**

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu hier, au siège de son département, le Président-directeur général du groupe saoudien Abunayyan Holding, M. Turki bin Saeed Al Amri. La rencontre s'est déroulée en présence de l'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite en Algérie, Abdullah Bin Nasser Al-Bussairi, du PDG du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, du PDG d'Algerian Desalination Company (ADC), Lahcen Bada, ainsi que de cadres du ministère.

P 2

MINE DE GARA DJEBILET

**L'ambitieux cap
des 50 millions de tonnes
d'ici 2040**

Véritable pivot de la nouvelle politique industrielle de l'Algérie, le projet de Gara Djebilet marque la fin d'une longue attente. Ce gisement stratégique situé à Tindouf passe progressivement du statut de ressource longtemps inexploitable à celui de pilier central de la diversification économique nationale. Avec un horizon fixé à 2040, les autorités ambitionnent un saut productif historique, visant une capacité annuelle de 50 millions de tonnes, concrétisant ainsi un potentiel identifié depuis plusieurs décennies.

P 5

AAPI

**Lancement d'un pôle
spécialisé dans les
industries agroalimentaires
à Aïn Defla**

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) poursuit sa stratégie de structuration de l'investissement productif à travers la création de pôles spécialisés. Dans ce cadre, l'AAPI a annoncé le lancement d'un pôle dédié aux industries agroalimentaires dans la wilaya d'Aïn Defla, plus précisément dans la zone d'activités d'El Karma – Tiberkanine.

P 5

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**La 20^e édition
du SIPHAL du 4 au 7 février
à Alger** P 2

GOUVERNANCE, CLIMAT ET ÉCONOMIE

**Le deuxième colloque
de la RSE s'ouvre aujourd'hui
à Alger** P 3

FONDRITECH EXPO,
DU 21 AU 24 AVRIL À LA SAFEX

**Plus de 100 exposants
attendus** P 2

STARTUPS

Remise de prix aux cinq meilleurs incubateurs à l'échelle nationale

Par R E.

Les cinq meilleurs incubateurs à l'échelle nationale ont été distingués, lundi à Alger, lors d'une cérémonie organisée par le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises. Organisée en présence du ministre du secteur, Noureddine Ouadah, de représentants du ministère de la Poste et des Télécommunications ainsi que du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, la cérémonie a vu le premier prix attribué à l'incubateur d'innovation "Leancubator", spécialisé dans le développement durable. Actif depuis 2020, l'incubateur "Leancubator" revendique l'accompagnement de près de 300 startups depuis sa création. Le deuxième prix a été décerné à l'incubateur de l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT), un organisme public national œuvrant à l'accompagnement des porteurs de projets innovants, notamment dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC), et revendiquant près de 800 projets de startups soutenus depuis sa création. Le troisième prix est revenu à l'incubateur "Innoest", implanté dans la wilaya de Tébessa depuis 2021, qui affirme avoir accompagné 46 startups et projets innovants depuis sa création, notamment dans les secteurs de l'agriculture et des mines. Lors de cette cérémonie, l'incubateur "i3mal", fondé en 2023, a obtenu le quatrième prix du ministère, après avoir contribué au lancement d'une scale-up, c'est-à-dire une startup ayant dépassé la phase de lancement et affichant une croissance rapide. Ses représentants disent aussi accompagner 120 projets portés par des micro-entreprises mais aussi des artisans et des auto-entrepreneurs. Le cinquième prix a été attribué à l'incubateur de l'université de Tlemcen, labellisé en 2021, qui incube des projets universitaires et accompagne près de 12 startups ainsi que 80 projets labellisés par le ministère dans divers secteurs, dont la santé, la robotique, l'intelligence artificielle et l'économie bleue.

SON DG A ÉTÉ REÇU HIER À ALGER PAR LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DES HYDROCARBURES ET DES MINES

Le saoudien Abunayyan Holding veut localiser l'industrie du dessalement en Algérie

Le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu hier, au siège de son département, le Président-directeur général du groupe saoudien Abunayyan Holding, M. Turki bin Saeed Al Amri. La rencontre s'est déroulée en présence de l'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite en Algérie, Abdullah Bin Nasser Al-Bussairi, du PDG du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, du PDG d'Algerian Desalination Company (ADC), Lahcen Bada, ainsi que de cadres du ministère.

Par Réda Hadi

Cette réunion s'inscrit dans une dynamique de renforcement des relations algéro-saoudiennes, marquées ces dernières années par une convergence de vues sur les grands dossiers énergétiques et industriels. Les échanges ont porté, en priorité, sur les opportunités de coopération et d'investissement dans le dessalement de l'eau de mer, un secteur stratégique pour l'Algérie face aux défis croissants de la sécurité hydrique. À cette occasion, Mohamed Arkab a présenté les grandes lignes du programme national de dessalement de l'eau de mer, mis en œuvre conformément aux orientations du président de la République. Ce programme ambitieux prévoit la réalisation de nouvelles stations afin de couvrir près de 62 % des besoins nationaux en eau potable, indépendamment des ressources souterraines. Il vise notamment l'alimentation des grandes agglomérations côtières, mais aussi des Hauts-Plateaux, avec l'obligation de distribuer l'eau dessalée sur des

distances pouvant atteindre 250 kilomètres à partir du littoral. Le ministre a rappelé, dans ce contexte, l'expertise reconnue de WE-TICO, filiale d'Abunayyan Holding, déjà impliquée dans plusieurs projets en Algérie, notamment les stations de dessalement de Béjaïa, El Tarf et Cap Djinet. Ces réalisations illustrent la solidité de la coopération technique entre les deux pays et la confiance accordée aux entreprises saoudiennes dans des projets à forte valeur stratégique. Au-delà du dessalement, la rencontre a permis de mettre en lumière la profondeur des relations algéro-saoudiennes dans le domaine des hydrocarbures. Alger et Riyad, tous deux membres influents de l'OPEP et acteurs majeurs du marché énergétique mondial, entretiennent une coordination régulière sur les questions liées à la stabilité des marchés pétroliers et gaziers. Cette coopération s'étend également aux équipements industriels, aux infrastructures énergétiques et aux services liés à l'industrie pétrolière et gazière, domaines dans lesquels Abunayyan Holding dispose d'un savoir-faire

avéré. De son côté, Turki bin Saïd Al-Omari a exprimé la volonté du groupe saoudien de renforcer sa présence industrielle en Algérie, en misant sur la localisation de la fabrication des équipements utilisés dans le dessalement de l'eau de mer, notamment les membranes, ainsi que d'autres composants clés de la chaîne de traitement de l'eau. Il a également souligné l'intérêt d'Abunayyan Holding pour les secteurs pétrolier et gazier algériens, affirmant la disponibilité du groupe à étudier des projets de transfert de technologie et de partenariats industriels locaux. Ces perspectives s'inscrivent pleinement dans la stratégie de l'Algérie visant à accroître le taux d'intégration nationale, à développer son tissu industriel et à diversifier son économie tout en valorisant ses ressources énergétiques. Pour les deux pays, cette coopération renforcée, à la croisée de l'eau et de l'énergie, illustre une vision commune fondée sur le partenariat gagnant-gagnant, la souveraineté stratégique et le développement durable.

R H.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

La 20^e édition du SIPHAL du 4 au 7 février à Alger

La 20^e édition du Salon international de la pharmacie et de la parapharmacie (SIPHAL 2026) se tiendra du 4 au 7 février prochain au Palais des expositions d'Alger, avec la participation de plus de 150 exposants, a indiqué hier un communiqué des organisateurs. Placé sous le parrainage du ministre de la Santé sous le thème "La pharmacie de demain", ce salon considéré comme un rendez-vous incontournable des professionnels de la santé

et de la pharmacie réunira des sociétés activant dans l'ensemble de la chaîne pharmaceutique, ainsi que des représentants d'institutions publiques et d'organisations professionnelles. Selon les prévisions des organisateurs, plus de 11.000 visiteurs sont attendus, notamment des professionnels de santé, pharmaciens d'officine, pharmaciens hospitaliers et d'industrie, experts du secteur, ainsi que des étudiants. Durant cette 20^{ème} édition, des

journées scientifiques seront organisées et consacrées à plusieurs thématiques en lien avec l'avenir du secteur pharmaceutique algérien, ajoute le texte. Il s'agit de communications qui s'articuleront autour de quatre principaux axes, à savoir "les technologies : l'avènement de l'intelligence artificielle (IA), digitalisation et numérisation", "la proximité citoyenne : garantir une couverture sanitaire optimale et accessible", l'axe "socio-sanitaire : personnalisa-

tion des soins, préventifs et curatifs", ainsi que "écologie et environnement : concilier croissance industrielle et impératif de protection de l'environnement". Par ailleurs, le SIPHAL sera marqué par l'introduction de nouveaux segments de communication, notamment via des podcasts, afin de contribuer durablement à la formation continue et aux échanges et débats d'idées sur des thématiques liées à la santé, conclut le communiqué.

R E.

FONDRITECH EXPO, DU 21 AU 24 AVRIL À LA SAFEX

Plus de 100 exposants attendus

Par R H.

La première édition du Salon international de la fonderie et de la métallurgie (FONDRITECH EXPO) se tiendra du 21 au 24 avril prochain à Alger, avec la participation de plus de 100 exposants, a indiqué, hier mardi, un communiqué des organisateurs. Cette manifestation qui sera organisée par la société Algeria Exhibitions, filiale de la Société algérienne des foires et exportations (SAFEX), en collaboration avec le cluster Fondritech, spécialisé dans la sidérurgie et la métallurgie, se déroulera au Pa-

lais des expositions des Pins Maritimes, précise la même source. Ce Salon international, premier du genre en Algérie dédié au secteur de la fonderie, de la métallurgie et des industries manufacturières, rassemblera les différents acteurs nationaux et internationaux de la chaîne de valeur industrielle, notamment les producteurs de matières premières, les fabricants, les fournisseurs d'équipements industriels et de solutions technologiques, ainsi que les entreprises de sous-traitance industrielle et les laboratoires de contrôle et de l'assurance qualité. L'organisation de ce Salon s'inscrit dans le cadre du soutien à

la dynamique industrielle nationale et du renforcement des capacités de production, de l'encouragement de l'innovation et de la modernisation technologique, en sus de la focalisation sur le passage de la production locale vers les marchés internationaux, à même de contribuer à la promotion du produit national, à l'augmentation des exportations et au renforcement de la position des entreprises algériennes sur les marchés extérieurs. Plus de 100 exposants nationaux et plus de 4500 visiteurs professionnels sont attendus à ce Salon, offrant ainsi "un espace idéal pour la conclusion de partenariats,

l'échange d'expertises et l'établissement de relations commerciales durables", ajoute le communiqué. Cette manifestation sera également marquée par l'organisation de conférences techniques, de workshops, de journées d'étude et de conférences professionnelles portant sur plusieurs thématiques, notamment la normalisation, l'accréditation et l'assurance qualité, la formation et la qualification professionnelle, la sous-traitance industrielle et la compétitivité, ainsi que l'innovation et la numérisation dans les secteurs de la fonderie et de la métallurgie (Industrie 4.0).

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Édité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M'hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

LANCEMENT DE LA PREMIÈRE OPÉRATION
DE SUKUK SOUVERAINS

L’Algérie veut mobiliser
296,6 milliards de DA

L’Algérie a marqué une étape majeure dans le développement de son marché financier en lançant, hier mardi, pour la première fois de son histoire, l’émission de sukuks souverains, conformes aux principes de la finance islamique et basés sur la formule de l’ijara avec droit d’usage « Ijara Usufruit ». La valeur de cette première émission de sukuks souverains en Algérie s’élève à 296,650 milliards de DA.

Par Zahir Radji

Les fonds collectés grâce à cette émission seront destinés au financement de grands projets publics, notamment dans les secteurs des infrastructures, de l’équipement et des services publics, contribuant ainsi au développement économique et social du pays, selon le communiqué officiel publié par la Trésorerie générale. Cette émission, qui repose sur la formule « Ijara Usufruit », vise à atteindre des objectifs économiques stratégiques, tels que le financement d’actifs productifs, la relance de grands projets d’infrastructure et la réduction de la dépendance aux formes traditionnelles d’emprunt public, précise le document signé par le ministre des Finances, Abdelkarim Boulzerd. Il s’agit en effet d’une initiative s’inscrivant dans une démarche proactive visant à moderniser le système financier national et à aligner les instruments de financement sur les normes internationales de la finance islamique. Ladite note souligne par ailleurs la capacité de ce type de mécanisme à mobiliser l’épargne locale dans un cadre légal sûr et transparent, conforme aux principes de la charia. Dans le cadre de cette émission destinée aux particuliers et aux institutions, et qui a obtenu le certificat de conformité à la charia délivré par l’Autorité nationale de la finance islamique du Haut Conseil islamique, la valeur nominale des sukuks est fixée à 100 000 DA et un million de DA, pour une durée de 7 ans. La période de souscription est de deux mois ou jusqu’à l’atteinte du montant cible, selon le communiqué publié sur le site officiel dédié à l’opération. Parmi les avantages de cette opération, on note que les investisseurs bénéficient d’un rendement annuel net de 6 %, supérieur aux produits d’épargne classiques. Ces sukuks sont exonérés d’impôts, conformes aux règles de la charia et validés par l’Autorité nationale de la finance islamique. Les sukuks sont également garantis par un portefeuille d’actifs immobiliers appartenant à l’État,

dont la valeur marchande du droit d’usage a été déterminée par le Fonds national d’équipement pour le développement (CNED). Ces actifs comprennent notamment des bâtiments administratifs, des équipements publics et des terrains constructibles. Les bénéficiaires de l’opération sont les personnes physiques résidentes et non résidentes algériennes, ainsi que les personnes morales (entreprises) soumises au droit algérien. La souscription se fait via les guichets des banques, les agences de la Banque d’Algérie, la Trésorerie centrale et principale, ainsi que les trésoreries locales et les agences d’assurance, sur présentation d’une pièce d’identité et avec paiement par virement, chèque ou espèces, en échange de la remise du sukuk correspondant.

Une étape majeure dans la consolidation du système
de financement participatif

Des experts en finance islamique ont indiqué, hier, que le lancement officiel de la souscription aux sukuks souverains en Algérie marque une étape majeure dans la consolidation du système de financement participatif dans le pays, en tant qu’instrument de finance islamique complémentaire contribuant à la mobilisation de l’épargne nationale pour le financement des projets de développement. Lors d’une conférence consacrée à l’assurance takaful, les participants ont mis en avant l’importance des sukuks souverains dans le processus de développement de la finance islamique, précisant que ce nouvel instrument contribuera à mobiliser les capitaux pour les orienter vers le financement des projets d’infrastructures, participant ainsi à la diversification des sources de financement de l’économie. Dans ce cadre, l’expert en finance islamique et membre du Haut Conseil islamique (HCI), Mohamed Boudjellal, a souligné l’importance des sukuks souverains dans le système de finance islamique, au regard de leur rôle dans la mobilisa-

tion des ressources financières destinées à l’investissement et la captation des capitaux de manière sécurisée et conforme aux principes de la charia. Le membre du HCI, Abderrahmane Senouci, a, lui aussi, relevé l’importance des sukuks souverains dans la finance islamique, mettant en avant le rôle de cet instrument dans le soutien au Trésor public et la garantie de liquidités. De nombreux pays ont financé des projets d’envergure (aéroports et ouvrages d’art) grâce à cet instrument, ce qui prouve son efficacité dans le soutien au développement à long terme, a-t-il dit. Pour l’intervenant, le principal avantage pour l’État est de pouvoir financer des projets structurants sans puiser dans le budget national : « Les actifs, qu’il s’agisse d’aéroports, de chemins de fer ou d’autres infrastructures, reviennent ensuite à l’État, qui joue uniquement un rôle de régulateur. Ces mécanismes permettent d’intégrer des liquidités dormantes ou informelles dans le circuit officiel, au bénéfice de l’économie et du budget public ». D’autres intervenants ont évoqué le rôle de l’assurance takaful dans la garantie d’une protection financière supplémentaire et la consolidation des valeurs de solidarité et d’entraide au sein de la société, mettant en exergue sa contribution à l’élargissement de l’inclusion financière et au développement de produits d’assurance innovants. À cet égard, le Directeur général de la Générale assurance méditerranéenne (GAM), Ahmed Hadj Mahammed, a affirmé que l’assurance takaful ne constitue pas un simple substitut à l’assurance classique, mais représente un modèle intégré fondé sur les valeurs de solidarité, de justice et de partage des risques, des principes profondément enracinés dans la société algérienne. Il a ajouté que la phase actuelle offre une véritable opportunité pour développer des produits d’assurance innovants répondant aux besoins du marché national et contribuer ainsi au renforcement de l’inclusion financière et à l’ancrage de la culture de solidarité au sein de la société.

APRÈS QUATRE ANS DE STRUCTURATION ET D'ENGAGEMENT

La fenêtre Takaful de GAM Assurances ouvre
une nouvelle phase de développement

Par R E.

Après quatre années d’activité sur le marché algérien de l’assurance Takaful, la fenêtre Takaful de GAM Assurances vient de franchir une nouvelle étape stratégique, en annonçant le lancement de sa nouvelle identité commerciale : TAKAFULIA LI TAAMINAT. Cette évolution intervient dans un contexte de maturité de l’activité Takaful au niveau du marché des assurances, et traduit la volonté de renforcer la lisibilité de son positionnement, tout en accompagnant le développement d’un modèle d’assurance fondé sur la solidarité, la transparence et la responsabilité, conformément aux principes de la Chariaa islamique.

Une démarche fondée
sur la conformité et la crédibilité

Depuis sa création, la fenêtre Takaful de GAM Assurances s’est inscrite dans une démarche rigoureuse de conformité réglementaire et religieuse. Elle a été la première fenêtre Takaful général à obtenir l’agrément du ministère des Fi-

nances, avant de recevoir en 2022, la conformité chariatique de ses contrats par l’Autorité Charaïque Nationale de la Fatwa pour l’Industrie de la Finance Islamique, auprès du Haut Comité Islamique. Ces étapes ont permis de consolider un modèle de gouvernance basé sur la transparence, la discipline opérationnelle et la protection collective des participants.

Une évolution stratégique,
au-delà d’un simple changement visuel

Le lancement de la nouvelle identité TAKAFULIA LI TAAMINAT, fenêtre Takaful de GAM Assurances, ne constitue pas un simple changement graphique. Il marque une nouvelle phase de développement, reflet d’un parcours de structuration, de maturité institutionnelle et de projection vers l’avenir. Pensée pour traduire l’esprit du Takaful, la nouvelle identité visuelle incarne l’équilibre entre valeurs fondatrices et modernité, entre authenticité et innovation, avec une ouverture affirmée vers la digitalisation et l’amélioration continue de l’expérience des participants.

Une ambition de proximité
et de qualité de service

TAKAFULIA LI TAAMINAT, fenêtre Takaful de GAM Assurances place le participant au cœur de son action, avec pour priorités la qualité de service, la rapidité d’indemnisation, l’écoute active et la construction d’une relation de confiance durable. Cette orientation se traduit également par le développement progressif d’un réseau de distribution d’agence, et la consolidation de partenariats stratégique.

Une vision tournée vers l’avenir

À travers cette nouvelle identité, TAKAFULIA LI TAAMINAT affirme ses priorités pour les années à venir, à savoir le renforcement de la transformation digitale des services Takaful ; le développement de produits adaptés aux besoins des particuliers et des entreprises, l’élargissement des partenariats, notamment avec les acteurs de la finance et de la banque islamiques et la contribution active au développement du marché de l’assurance Takaful en Algérie.

GOVERNANCE,
CLIMAT ET
ÉCONOMIE
Le deuxième
colloque de la RSE
s’ouvre
aujourd’hui à Alger

Par Selma Rachid.

La deuxième édition du Colloque sur les impacts de la responsabilité sociétale des entreprises et des organisations (RSE-RSO) en Algérie s’ouvre aujourd’hui à Alger pour une durée de deux jours, les 28 et 29 janvier. Cette rencontre est appelée à constituer une étape déterminante dans l’intégration du développement durable au cœur des pratiques économiques nationales, dans un contexte marqué par de profondes mutations environnementales, sociales et économiques. Ce rendez-vous s’inscrit dans la continuité des cycles de formation, de conférences et d’événements stratégiques menés ces dernières années auprès des acteurs du monde économique, associatif et universitaire. L’ambition affichée par les organisateurs est sans équivoque : promouvoir et plaider en faveur de la responsabilité sociétale en Algérie, tout en offrant une plateforme d’échanges structurée et ouverte entre experts, décideurs, praticiens et acteurs de terrain. Durant deux journées, les débats s’articuleront autour de la problématique globale du développement durable, envisagé comme un cadre structurant de la responsabilité sociétale, à la lumière des normes internationales ISO, des 17 Objectifs de développement durable à l’horizon 2030 et de leur déclinaison concrète au sein des entreprises et des organisations. Les organisateurs entendent ainsi rappeler les principaux domaines et enjeux du développement durable, tout en mettant en perspective les référentiels internationaux de mise en œuvre de la RSE et leur nécessaire adaptation au contexte algérien. La rencontre réunira plusieurs experts et spécialistes de haut niveau issus des mondes académique, institutionnel et professionnel, autour de panels thématiques consacrés notamment aux politiques publiques, à la transition énergétique, à l’économie circulaire, à la gouvernance responsable, à la finance durable et à la lutte contre la corruption. Parmi les intervenants figurent le Pr Mohamed Cherif Belmihoub, économiste et ancien ministre, M. Abdelmadjid Attar, ancien ministre et expert international, ainsi que le Pr Mustapha Kamel Mihoubi, aux côtés des professeurs Mohamed Bacha, Boukhalfa Yaici, Ali Daoudi, Mourad Preure et d’autres spécialistes. Une attention particulière sera accordée aux expériences concrètes menées en Algérie, à travers la restitution d’enquêtes et de retours d’expérience d’entreprises, d’associations et de start-up engagées dans des démarches de responsabilité sociétale. Dépassant le cadre de la seule analyse théorique, cette deuxième édition s’affirme par une approche résolument pragmatique et opérationnelle. L’objectif est de contribuer à l’émergence d’une culture managériale éthique, de faciliter l’intégration effective des outils RSE au sein des entreprises et de renforcer l’articulation entre performance économique, progrès social et préservation des écosystèmes. Face aux transformations profondes des paradigmes économiques mondiaux, les organisateurs positionnent la RSE comme un pilier stratégique de l’entreprise, garantissant compétitivité, crédibilité et pérennité aux acteurs du tissu économique algérien.

ALGÉRIE POSTE
Mise en place d’un dispositif exceptionnel à l’occasion du mois de Ramadhan

Algérie Poste a annoncé, hier dans un communiqué, la mise en place d'un dispositif exceptionnel visant à assurer la continuité, la qualité et la fluidité des services postaux et financiers à travers l'ensemble du territoire national, à l'occasion du mois de Ramadhan. En coordination avec les organismes et établissements concernés, "des mesures proactives et organisationnelles ont été prises pour garantir la disponibilité des liquidités avant, pendant et après le mois de Ramadhan, compte tenu de la hausse de la demande durant cette période et de sa sensibilité socio-économique", précise le communiqué. Algérie Poste met également à la disposition de ses clients 2.595 distributeurs automatiques de billets (DAB) à travers les différentes wilayas du pays, avec "l'adoption d'un système de contrôle continu et d'intervention technique immédiate pour garantir le fonctionnement de ces appareils et la continuité du service de retrait". La Direction générale d'Algérie Poste avait "donné des instructions claires et fermes appelant l'ensemble des cadres et des employés à mobiliser toutes les énergies et à renforcer l'organisation et la bonne gestion, afin de garantir un service public de qualité, accessible et répondant aux attentes des clients durant le mois sacré", a rappelé le communiqué, faisant état du "lancement d'opérations de nettoyage, d'aménagement et de maintenance au niveau de 4.407 bureaux de poste pour accueillir les clients dans les meilleures conditions".

R E.

STATUT-TYPE DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC À CARACTÈRE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE
Un décret exécutif publié au Journal officiel

Le décret exécutif fixant le statut-type de l'établissement public à caractère scientifique et technologique a été publié dans le dernier numéro du Journal officiel (JO). Il s'agit du décret exécutif n 26-68 du 13 janvier 2026, modifiant et complétant le décret exécutif n 11-396 du 24 novembre 2011, qui permet, pour la première fois, aux chercheurs permanents, enseignants chercheurs hospitalo-universitaires et aux enseignants chercheurs ainsi qu'aux étudiants, relevant des établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, de réaliser des travaux de recherche, desquels découlent des droits de propriété intellectuelle, et ce, en utilisant les techniques et/ou les moyens de l'établissement ou de l'établissement du mi-

lieu professionnel. Les auteurs des travaux de recherche, "réalisés à titre individuel ou collectif, peuvent également déposer une demande de protection des droits de propriété intellectuelle découlant des travaux de recherche réalisés par leurs propres moyens, au nom de l'établissement dont ils relèvent, en vertu d'une convention", est-il relevé dans le décret. En outre, les établissements d'enseignement supérieur universitaires et de recherche ainsi que les établissements du milieu professionnel, ayant abrité et soutenu par leurs moyens les travaux de recherche sanctionnés par des brevets d'inventions, reçoivent des parts des bénéfices de ces ventes, note le même décret.

Agence

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	331,00	345,00	+4,23	4,41	-16,65	6,09	10,14	2626	871 126,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,30	-0,82	9,00	5,56	1020	1 428 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	2,25	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 297,00	2297,00	0,00	-0,09	1,35	10,96	5,44	9006	20 686 782,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,98	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,27	3,97	5,00	0	0,00

COOPÉRATION

Le ministre Arkab reçu à Niamey par le président de la République du Niger

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, a été reçu, lundi, par le président de la République du Niger, Chef de l'Etat, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, et ce, dans le cadre de la visite de travail qu'il effectue en République du Niger, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, "M. Arkab a transmis au président nigérien les salutations fraternelles de son frère, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son attachement à raffermir les liens fraternels entre les deux peuples frères et à approfondir la coopération bilatérale dans divers domaines", ajoute la même source. De son côté, le président de la République du Niger a chargé le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, de transmettre ses salutations fraternelles et sa haute considération au président de la Ré-

publique, M. Abdelmadjid Tebboune, réitérant la volonté de son pays de renforcer les relations de coopération bilatérale avec l'Algérie dans divers domaines, et d'œuvrer à la consolidation de la coopération africaine et au renforcement du partenariat sud-sud. La rencontre s'est déroulée en présence, du côté nigérien, du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Nigériens à l'Extérieur, du ministre de la Justice, et du ministre du Pétrole, et du côté algérien, du PDG du groupe Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, et du chargé d'affaires de l'ambassade d'Algérie auprès de la République du Niger, ainsi que de cadres du ministère. Lors de cette rencontre, le président de la République du Niger a mis en exergue la solidité des relations d'amitié historique liant son pays à l'Algérie, fondées sur des valeurs de confiance, de solidarité et de soutien mu-

tuel, inspirées des principes africains prônant l'unité et l'entraide entre les peuples du continent. M. Tiani a également salué l'expertise algérienne, notamment dans les domaines de l'industrie pétrolière et gazière, exprimant la volonté de son pays de tirer parti de l'expertise et de l'expérience de l'Algérie dans ces domaines, et plus particulièrement à travers le projet de recherche et d'exploration de Sonatrach au niveau du champ pétrolier du bloc Kafra. Le président de la République du Niger a, en outre, souligné l'importance du projet du gazoduc transsaharien (TSGP), saluant les efforts de l'Algérie pour sa concrétisation, au vu de son rôle pivot dans le soutien au développement socio-économique des pays de transit, conclut le communiqué.

R E.

LA REPRÉSENTANTE DU FOND ONUSIEN REÇUE À ALGER PAR LE MINISTRE DE LA SANTÉ
L’Algérie un «partenaire stratégique de l’UNFPA»

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a reçu, la représentante du Fond des Nations unies pour la population (UNFPA), Faiza Bendriss, avec laquelle il a évoqué l'état et les perspectives de la coopération entre les deux parties, indique, mardi, un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue lundi au siège du ministère, en présence des cadres de l'administration centrale, a constitué "une opportunité pour passer en revue l'état et les perspectives de la coopération bilatérale, établie depuis plusieurs années, entre le ministère de la Santé et le Bureau de l'UNFPA en Algérie", précise le communiqué. A cette occasion, l'accent a été mis sur l'import-

ance d'œuvrer au "renforcement et à l'élargissement de cette coopération à l'avenir, notamment en ce qui concerne les acquis réalisés par l'Algérie dans les domaines de la santé procréative, de la planification familiale, de la réduction de la mortalité maternelle, et de la prise en charge clinique des femmes victimes de violence, outre le renforcement des capacités des professionnels de la santé, à même d'améliorer la qualité des services de santé". M. Ait Messaoudene a, dans ce cadre, mis en avant "les acquis significatifs réalisés par le système national de santé, notamment la baisse notable de la mortalité maternelle, l'augmentation de l'espérance de vie, et l'amélioration de la couverture sanitaire et du bien-être de la population",

ajoute la même source. Pour sa part, la représentante de l'UNFPA a rappelé "l'engagement de l'Algérie envers ce qui a été convenu lors de la Conférence de Nairobi en 2019, visant à atteindre les trois principaux objectifs du Sommet à l'horizon 2030, à savoir: zéro décès maternel évitable, zéro besoin non satisfait en matière de planification familiale et zéro violence à l'égard des femmes", note le communiqué. Qualifiant l'Algérie de "partenaire stratégique", Mme Bendriss a réaffirmé la disponibilité de l'UNFPA à poursuivre le l'action conjointe, la coordination et l'accompagnement des efforts nationaux dans les domaines liés à la santé de la mère et de la femme", selon la même source.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 27 جانفي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 27 Janvier 2026

أسعار التجزئة ¹²			Prix du détail ¹	
دج / كلف			DA / Kg	
المنتجات		أدنى	أعلى	معدل
		Minimum	Maximum	Moyenne
خضر طازجة	البطاطا	60	76	68
	الطماطم	76	109	93
	البصل الجاف	63	78	70
	الثوم الجاف	717	864	791
	الجزر	84	107	96
	اللفت	90	115	102
	قرنبيط	71	93	82
	الكرنب	74	97	85
	الكوسة	111	142	126
	الفاصولياء الخضراء	314	367	340
	الخس	131	158	144
فواكه طازجة	كليمنتين	148	232	190
	المندرين	136	203	169
	البرتقال	114	187	151
	الليمون	124	173	149
	التفاح المحلي	307	472	389
	التمر	375	644	509
	الموز	464	514	491
المنتجات ذات الأصل الحيواني	لحم البقر المحلي	1779	2072	1926
	الدجاج	323	349	336
	البيض (وحدة)	19	22	21
	حليب البقر (لتر)	88	101	95

MINE DE GARA DJEBILET

L’ambitieux cap des 50 millions de tonnes d’ici 2040

Véritable pivot de la nouvelle politique industrielle de l’Algérie, le projet de Gara Djebilet marque la fin d’une longue attente. Ce gisement stratégique situé à Tindouf passe progressivement du statut de ressource longtemps inexploitable à celui de pilier central de la diversification économique nationale. Avec un horizon fixé à 2040, les autorités ambitionnent un saut productif historique, visant une capacité annuelle de 50 millions de tonnes, concrétisant ainsi un potentiel identifié depuis plusieurs décennies.

Par Selma Rachid

Avec Gara Djebilet, l’Algérie ne se limite plus à l’exploitation d’un simple gisement. Elle s’engage dans la construction d’un écosystème industriel intégré, adossé à une vision de long terme, où l’objectif des 50 millions de tonnes d’ici 2040 apparaît moins comme une promesse que comme un cap désormais clairement tracé. Invité de la « Chaîne I » de la radio nationale, le Dr Ahmed Bekhouche, conseiller du Président-directeur général de l’Entreprise nationale de recherche et d’exploitation minière (Sonarem), n’a pas hésité à qualifier cette avancée d’« événement historique pour l’Algérie en général et pour le secteur minier en particulier ». Selon lui, l’exploitation de Gara Djebilet s’inscrit pleinement dans la nouvelle vision stratégique portée par les pouvoirs publics, axée sur la diversification de l’économie nationale hors hydrocarbures et la valorisation locale des ressources naturelles. Cette ambition repose sur une approche intégrée, en rupture avec les pratiques du passé. « La valeur ajoutée ne réside pas dans la matière brute, mais dans la matière transformée », a souligné le Dr Bekhouche, rappelant que la feuille de route arrêtée dès 2020 privilégie clairement la transformation locale des ressources minières et la consolidation des chaînes de valeur sur le territoire national. À ses yeux, il s’agit d’un choix stratégique irréversible, destiné à

faire du secteur minier un véritable levier de souveraineté économique et industrielle. L’un des tournants majeurs du projet réside dans la mise en service du corridor ferroviaire reliant Gara Djebilet aux zones industrielles du sud-ouest, puis au port d’Oran. La première expédition de minerai de fer par rail symbolise, selon le responsable de Sonarem, la levée d’un défi long-temps considéré comme l’obstacle principal à l’exploitation du gisement. « Sans infrastructures de transport, aucun projet minier d’envergure ne peut être économiquement viable », a-t-il insisté, soulignant que cette connexion ferroviaire permet désormais de relier durablement Tindouf, Béchar et, à terme, Naâma, au nord du pays et aux débouchés portuaires. Au-delà de l’extraction, le projet de Gara Djebilet se distingue par un schéma de transformation progressive et maîtrisée. Après une première phase de traitement sur site, le minerai est acheminé vers le complexe industriel de Tourniat, dans la wilaya de Béchar, dont la capacité initiale atteint 4 millions de tonnes par an pour la production de concentrés et de boulettes de fer. Ces produits sont destinés en priorité à alimenter les industries nationales de sidérurgie, avant d’envisager l’exportation des excédents via les ports de l’ouest du pays. L’horizon 2040 marque toutefois un saut à la fois qualitatif et quantitatif. Le Dr Bekhouche évoque une montée en puissance progressive permettant d’atteindre 50 mil-

lions de tonnes de minerai extrait par an, dont environ 25 millions de tonnes seront transformées en produits destinés à la sidérurgie. Une part importante de cette capacité sera assurée par de nouveaux complexes industriels, notamment dans la wilaya de Naâma, renforçant ainsi l’intégration industrielle du projet à l’échelle régionale. Les retombées attendues dépassent largement le seul cadre minier. Pour le conseiller du PDG de Sonarem, Gara Djebilet constitue un puissant moteur de développement pour l’ensemble du sud-ouest algérien, en générant une dynamique économique, sociale et même culturelle. « Les infrastructures, l’activité industrielle et la mobilité qu’elles induisent créent une nouvelle réalité territoriale », a-t-il expliqué, mettant en avant le rôle structurant du rail dans le désenclavement des régions sahariennes et leur connexion durable au reste du pays. Sur le plan international, l’Algérie entend également renforcer son positionnement sur les marchés mondiaux. En transformant localement ses ressources, le pays améliore sa capacité de négociation et consolide sa sécurité industrielle dans un contexte mondial marqué par une concurrence accrue autour des matières premières stratégiques. « Transformer nos ressources, c’est transformer notre place dans le monde », résume le Dr Bekhouche, convaincu que cette approche confère à l’Algérie de nouveaux leviers dans ses partenariats économiques et technologiques.

TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE

Le rôle stratégique des grands groupes publics

Par S R.

Dans un contexte de recomposition profonde de l’économie nationale, les grands groupes publics s’imposent de plus en plus comme des acteurs centraux de la transformation économique engagée par l’Algérie. Longtemps cantonnés à un rôle d’exécution, ces ensembles industriels sont aujourd’hui investis d’une mission plus large, celle de structurer durablement l’économie nationale, de soutenir l’industrialisation et de renforcer la souveraineté économique du pays à travers la réalisation des grands projets stratégiques. Cette mutation s’inscrit dans une vision portée par l’État, qui fait des entreprises publiques des leviers majeurs de mise en œuvre des projets structurants. Le secteur du BTPH et des infrastructures occupe, à cet égard, une place déterminante, tant par son effet d’entraînement sur l’activité économique que par son rôle dans l’aménagement du territoire. Des groupes comme Cosider incarnent pleinement cette orientation, en mobilisant leur savoir-faire, leurs capacités techniques et leur ancrage national au service de projets à forte portée économique et stratégique. Cette dynamique se traduit concrètement sur le terrain par l’implication directe de Cosider dans plusieurs chantiers d’envergure natio-

nale. Le groupe s’est ainsi vu confier la réalisation de la ligne ferroviaire Béni Mansour-Béjaïa, inscrite dans le cadre du projet du gisement de zinc et de plomb d’Amizour, un projet appelé à renforcer la base industrielle du pays. Selon Makhlouf Alenda, directeur central à Cosider Travaux Publics, cette réalisation s’inscrit dans une logique de respect des délais et de montée en puissance des capacités nationales. Invité du Forum de la radio nationale, il a souligné que « l’Algérie vit aujourd’hui une dynamique de développement global et durable, et notre entreprise contribue à la création de richesse à travers sa participation à ces projets économiques, sociaux et stratégiques, avec des compétences et des moyens algériens ». Au-delà d’Amizour, Cosider est également présente sur l’ensemble du corridor minier de l’Est, ainsi que sur le mégaprojet de Gara Djebilet, considéré comme l’un des plus importants chantiers ferroviaires du continent. Ce projet, qui traverse trois wilayas et s’étend sur plus de 950 kilomètres, a été réalisé en un temps record de 24 mois, bien avant les délais contractuels. Il constitue aujourd’hui un axe stratégique pour le transport des minerais, mais aussi pour le désenclavement des régions et le renforcement de la logistique nationale. « Nous travaillons à assurer le transport des matières premières, des produits semi-fi-

nis et manufacturés vers les ports, afin d’intégrer pleinement ces projets dans la chaîne de valeur nationale », a expliqué Makhlouf Alenda. Pour Badreddine Nouioua, chef de projet de pose de voie ferrée au sein de la branche travaux publics de Cosider, cette évolution marque un changement profond dans la gouvernance économique. Il a souligné que « les groupes publics ne sont plus appelés uniquement à exécuter des chantiers, mais à structurer des filières entières, à développer des compétences locales et à contribuer directement à la souveraineté économique ». À ce titre, il a mis en avant l’engagement du groupe dans la réalisation du tronçon Annaba-Bouchegouf, long de 54 kilomètres, ainsi que dans le segment reliant Tébessa au gisement d’Oued El Hedba, dans le cadre du projet du phosphate intégré. Toutes les contraintes ayant été levées, l’objectif est désormais d’achever ces travaux avant les délais fixés, dès la fin du mois d’avril.

La réalisation de la ligne ferroviaire Béni Mansour-Béjaïa confié à Cosider

Cette montée en puissance des groupes publics s’accompagne également d’un effort soutenu en matière de qualité, de sécurité et de respect des normes internationales. Cosider dispose aujourd’hui de l’en-

semble des certifications mondiales relatives à la qualité, à la protection de l’environnement ainsi qu’à la santé et à la sécurité des travailleurs, des standards identiques à ceux des grandes entreprises internationales. Un atout qui permet au groupe de se positionner non seulement sur les projets nationaux, mais aussi sur les marchés et appels d’offres internationaux. Au-delà de la dimension technique, l’impact social et territorial de ces projets est considérable. La réalisation des infrastructures ferroviaires et portuaires génère des milliers d’emplois directs et indirects, stimule la sous-traitance nationale et favorise le transfert de savoir-faire au profit des jeunes et des régions concernées. Dans cette dynamique, l’État accompagne ces entreprises à travers des programmes d’investissement ambitieux et des réformes de gouvernance visant à améliorer leur efficacité et leur performance. L’objectif est clair : faire émerger des champions publics capables de porter l’industrialisation du pays, d’assurer la réussite des projets stratégiques et de positionner l’Algérie comme un acteur compétitif à l’échelle régionale et africaine. Comme l’a résumé Badreddine Nouioua, « la transformation économique ne peut se concrétiser sans entreprises publiques fortes, structurées et pleinement intégrées dans la stratégie nationale de développement ».

AAP I

Lancement d’un pôle spécialisé dans les industries agroalimentaires à Aïn Defla

Par Z R.

L’Agence algérienne de promotion de l’investissement (AAP I) poursuit sa stratégie de structuration de l’investissement productif à travers la création de pôles spécialisés. Dans ce cadre, l’AAP I a annoncé le lancement d’un pôle dédié aux industries agroalimentaires dans la wilaya d’Aïn Defla, plus précisément dans la zone d’activités d’El Karma – Tiberkanine. Douze lots fonciers sont proposés aux investisseurs, indique l’agence dans un communiqué. « Dans le cadre de sa stratégie visant à créer des pôles d’investissement spécialisés, l’AAP I annonce le lancement d’un pôle dédié aux industries agroalimentaires à Aïn Defla, à travers une offre initiale de 12 lots fonciers destinés à l’investissement, appartenant aux biens privés de l’État ». Les investisseurs intéressés sont invités à consulter la plateforme numérique dédiée à l’investissement via le lien suivant : https://invest.gov.dz/land_offer/land_consult pour prendre connaissance de l’offre. Ces lots fonciers sont situés dans la zone d’activités d’El Karma – Tiberkanine, avec des superficies comprises entre 4 000 et 34 000 m², et sont destinés à la création d’un pôle industriel spécialisé dans les industries agroalimentaires, comprenant toutes les activités annexes telles que la conservation, la transformation, l’emballage, le stockage et la réfrigération. Le projet a été élaboré en coordination avec le Ministère de l’Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ainsi qu’avec les autorités locales de la wilaya d’Aïn Defla, afin de garantir sa cohérence avec les plans de développement et les potentialités locales, selon le communiqué. Selon l’AAP I, des travaux sont également en cours pour préparer des pôles d’investissement similaires dans d’autres wilayas, dans le cadre des efforts de l’État pour soutenir les investisseurs et encourager l’investissement dans les secteurs de l’agriculture et de l’industrie agroalimentaire.

ORAN

Renforcement du
réseau d'éclairage
public du 4e
boulevard
périphérique à Sidi-
Chahmi

Les équipes de l'entreprise de réalisation et de maintenance de l'éclairage et de signalisation d'Oran "ERMESO" ont procédé, récemment, au raccordement et à la mise en service de plusieurs points lumineux au niveau du quatrième boulevard périphérique de la commune de Sidi-Chahmi, dans le cadre de ses efforts continus visant à renforcer le réseau d'éclairage public et à assurer la continuité du service aux citoyens.

Selon un communiqué de l'entreprise, l'opération a porté sur la réalisation des raccordements électriques nécessaires, le test des équipements, ainsi que le réglage des points lumineux, garantissant ainsi leur fonctionnement de manière sûre et efficace.

Cette initiative est appelée à contribuer à l'amélioration de l'éclairage nocturne et au renforcement de la sécurité routière sur ce tronçon routier vital, considéré comme l'un des axes principaux de circulation au niveau de cette partie de la wilaya d'Oran, a-t-on souligné.

Le communiqué précise que cette opération s'inscrit dans une série de projets destinés à développer le réseau d'éclairage public et à améliorer la qualité du service à travers les différentes communes de la wilaya, réaffirmant l'engagement de l'entreprise à offrir un environnement urbain plus sûr et plus performant aux citoyens.

L'entreprise a également souligné que l'amélioration de l'éclairage public ne se limite pas à l'aspect esthétique, mais contribue aussi à renforcer la sécurité routière, à réduire les accidents, et s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale de modernisation des infrastructures électriques de la wilaya.

CONSTANTINE

Vers la création de plus
de 16.500 emplois en 2026

La wilaya de Constantine s'inscrit résolument dans une dynamique de relance économique et sociale à l'horizon 2026. Plus de 16.500 postes d'emploi devraient être créés au cours de l'année en cours, répartis sur plusieurs secteurs clés de l'économie locale, a annoncé lundi le directeur de l'emploi de la wilaya, M. Lokman Messaoudane. Cette projection s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par les pouvoirs publics pour soutenir le marché du travail et renforcer l'insertion professionnelle, notamment au profit des jeunes et des diplômés.

Par R R/Agence

S'exprimant lors des travaux de la quatrième session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) au titre de l'année 2025, tenue au siège de la wilaya, le responsable a précisé que le secteur des services devrait capter la plus grande part de ces créations, avec plus de 6.700 nouveaux postes. Ce dynamisme s'explique par l'essor des activités commerciales, administratives et de services à la personne, dans une wilaya qui joue un rôle central dans l'Est du pays.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) arrive en deuxième position, avec plus de 6.500 postes attendus. Cette performance est étroitement liée au rythme soutenu des projets de développement structurants lancés ou relancés à Constantine. À la faveur de la récente visite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, plusieurs chantiers d'envergure ont été remis sur les rails. Il s'agit notamment du nouveau centre hospitalo-universitaire, destiné à ren-

forcer les capacités sanitaires et universitaires de la région, des programmes de logements en location-vente (AADL 3) au quartier Sissaoui, ainsi que d'un complexe sportif moderne à Guettar El Aïch, autant de projets générateurs d'emplois directs et indirects.

Le secteur industriel contribuera également de manière significative à cette dynamique, avec environ 3.000 nouveaux postes prévus. Les filières de transformation, pharmaceutique et agroalimentaire sont particulièrement concernées, traduisant la volonté des autorités de diversifier le tissu industriel et de promouvoir la valeur ajoutée locale.

Quant au secteur agricole, il devrait offrir près de 280 emplois, dans le cadre des programmes de soutien à l'investissement agricole et de renforcement de la sécurité alimentaire.

Au-delà des chiffres, ces prévisions témoignent du poids économique croissant de Constantine. Capitale historique et universitaire, pôle médical et administratif majeur, la ville des Ponts suspendus s'impose de plus

en plus comme un centre attractif pour l'investissement. La disponibilité des infrastructures, la présence d'une main-d'œuvre qualifiée issue de ses universités et centres de formation, ainsi qu'un climat des affaires jugé favorable, renforcent cette attractivité.

M. Messaoudane a souligné que ses services œuvrent en étroite coordination avec les différents acteurs économiques pour accompagner les porteurs de projets, faciliter les procédures d'insertion et améliorer l'employabilité, à travers des dispositifs d'appui et de formation adaptés aux besoins du marché.

En conclusion, le directeur de l'emploi a affirmé que ces perspectives sont de nature à renforcer l'insertion professionnelle et à contribuer à la réduction du taux de chômage, en particulier chez les jeunes. Elles s'inscrivent pleinement dans les orientations des pouvoirs publics visant la création de richesses, le développement local et la promotion d'emplois durables à Constantine et dans l'ensemble du pays.

BISKRA

Le service de chirurgie urologique de l'hôpital
Bachir Bennacer opérationnel

Le service de chirurgie urologique de l'hôpital Bachir Bennacer de Biskra est opérationnel depuis lundi, permettant ainsi d'améliorer les conditions de prise en charge des patients.

Le directeur de cet établissement de santé, Bachir Abderabi, a précisé à l'APS que ce nouveau service, situé au sein du centre de santé spécialisé en urologie Emir Nayef bin Ab-

dulaziz rattaché à l'hôpital Bachir Bennacer, "effectuea des interventions chirurgicales spécialisées au profit des patients atteints de maladies des reins et des voies urinaires, hospitalisés au niveau de ce centre ou transférés depuis d'autres structures de la wilaya". Ce service de chirurgie comprend deux salles d'opération, quatre salles de réveil postopératoire, une salle d'anesthé-

sie et un bureau de préparation des patients à opérer, en plus de quatre lits de soins intensifs et de réanimation, a fait savoir le même responsable. La nouvelle structure dispose également de 12 chambres d'hospitalisation dotées, chacune, de 2 lits, de deux autres chambres de 3 lits pour les soins spécialisés et de 2 chambres de soins spécialisés avec isolement munies de 5 lits chacune,

en plus de locaux de consultation et d'un laboratoire, selon la même source.

Cet établissement, encadré par des personnels médicaux et paramédicaux spécialisés, est équipé de matériel médical moderne, notamment dans les salles de soins, les salles d'opération et le laboratoire, a conclu M. Abderabi.

Agence

EL BAYADH

Interventions sur le réseau routier national pour le dégagement
du sable suite aux tempêtes de sable

La Direction des travaux publics (DTP) de la wilaya d'El Bayadh a enregistré, au cours des dernières 24 heures, plusieurs interventions au niveau du réseau routier national afin d'éliminer le sable accumulé à la suite des vents violents accompagnant des tempêtes de sable, ont indiqué, lundi, les services de la DTP.

Les agents de l'antenne régionale des travaux publics de Brizina sont intervenus, ces dernières heures sur la route nationale RN 107, sur le tronçon dépendant de Brizina à Gouira El Habbar et Sidi El Hadj-Eddine, jusqu'aux limites territoriales de la wilaya de Ghardaïa, afin de dégager et enlever le sable accumulée sur cette voie.

De leur côté, les agents de l'antenne régionale de Bougtob sont intervenus pour retirer le sable sur la route nationale 119, à la suite des vents violents qui ont touché la région.

Par ailleurs, les agents de l'antenne régionale d'El Bayadh ont procédé à l'élimination du sable accumulé en plusieurs points de la route nationale 6A, au niveau de la localité de Kef

Lahmar.

Enfin, les agents de l'antenne régionale de Sidi Cheikh sont intervenus pour dégager le sable sur la route nationale 47, au niveau de l'entrée ouest de la commune de Chellala, en direction des frontières de la wilaya voisine de Nâama.

APS

AQUACULTURE À CHLEF

Production de 2.200 tonnes de poissons en 2025

La direction de la pêche et de l'aquaculture de Chlef a enregistré, en 2025, une production de près de 2.200 tonnes de poissons issus de l'aquaculture marine, à-on informé, lundi, auprès de cette institution.

La filière aquacole locale a réalisé une production de 2.192 tonnes, principalement de la daurade royale et du loup de mer, contribuant ainsi au renforcement de la production halieutique de la wilaya, a indiqué à l'APS, le directeur du secteur, Hocine Melikèche.

Ce bilan, en hausse observée à l'année 2024 marquée par une production de

1.921 tonnes, s'explique notamment par l'extension et la réhabilitation de plusieurs projets, l'entrée en exploitation et en commercialisation de trois (3) fermes marines, ainsi que par l'encouragement de l'investissement privé dans ce domaine.

Dans ce cadre, le projet de la SARL "Doumia", réalisé en 2018, a été réhabilité à travers la maintenance des équipements et l'octroi d'un certificat de qualification permettant l'accès à un crédit d'exploitation, en prévision de l'entame de l'ensemencement des cages flottantes au cours du premier semestre de l'année

en cours. Par ailleurs, la commission de wilaya chargée de l'octroi des concessions à accordé, en 2025, un accord de principe pour la réalisation des études techniques et économiques de quatre (4) nouveaux projets dans cette filière, d'une capacité de huit (8) cages flottantes chacune.

Elle a également approuvé un projet d'extension de huit cages au niveau de la ferme marine "Zizou", tandis qu'un dossier est actuellement à l'étude pour la réalisation d'un autre projet d'aquaculture marine comprenant 40 cages flottantes dans la région de Teraghnia, com-

mune de Ténès, selon la même source.

En outre, les services du secteur travaillent à la promotion de l'intégration de l'aquaculture à l'activité agricole.

Quelque 39 bassins d'irrigation ont été recensés au niveau des exploitations agricoles dans le cadre de la concrétisation de cette démarche. Quatre (4) ont été ensemencés en tilapia, une activité qui contribue au renforcement de la production halieutique et à l'utilisation des eaux des bassins, riches en matières organiques, pour l'irrigation agricole, en substitution aux engrais chimiques.

APS

PÉTROLE DU VENEZUELA

Quand la mainmise de Trump se heurte à la réalité

La Maison Blanche embrasse fièrement une ère d'impérialisme fossile alors que les marchés mondiaux ont considérablement changé.

Par Karthik Sankaran (*)

Quelques heures après les frappes militaires américaines au Venezuela et la capture de son dirigeant, Nicolas Maduro, le président Trump a proclamé que « de très grandes compagnies pétrolières américaines allaient s'implanter dans le pays, dépenser des milliards de dollars, réparer les infrastructures gravement endommagées et commencer à faire gagner de l'argent au pays. »

En effet, à aucun moment au cours de cette opération, il n'a été question de nier que le contrôle du pétrole vénézuélien (ou « notre pétrole », comme l'a un jour évoqué Trump) était l'un des principaux moteurs des actions de l'administration.

Il est ironique de constater que, alors même que la Maison Blanche embrasse fièrement l'impérialisme des combustibles fossiles dans le secteur pétrolier mondial, les marchés sont très différents. Dans les années 1970, puis à nouveau au début des années 2000, les États-Unis étaient le plus grand importateur mondial de pétrole, ce qui a entraîné une spirale infernale de hausse des prix du brut et d'affaiblissement du dollar, les exportateurs de pétrole craignant d'être payés dans une monnaie en forte dépréciation et cherchant d'autres actifs.

Cependant, les États-Unis sont désormais le plus grand producteur mondial, et le monde est tellement inondé de pétrole que le prix du Brent, référence mondiale, était proche de son plus bas niveau depuis cinq ans à la fin de la semaine dernière, à environ 60 dollars le baril. À l'inverse, la flambée des prix du pétrole à 120 dollars le baril juste après l'invasion russe de l'Ukraine en 2022 a entraîné un renforcement spectaculaire du dollar par rapport au yen et surtout à l'euro. Les marchés ont estimé qu'outre la géopolitique, une plus grande autosuffisance énergétique favorisait également les États-Unis par rapport à leurs homologues des marchés développés. En d'autres termes, la position géoéconomique des États-Unis dans le domaine de l'énergie a beaucoup évolué depuis le début des années 2000 et présente déjà bon nombre des caractéristiques que le contrôle du pétrole vénézuélien est censé renforcer.

Parallèlement, la combinaison de la dynamique de l'offre et de la demande sur les marchés mondiaux du pétrole et de l'ampleur des investissements nécessaires pour rétablir la production pétrolière du Venezuela a rendu les grandes compagnies pétrolières méfiantes à l'égard des opportunités qui leur seraient supposément offertes. Elles ne sont pas certaines de la rentabilité d'investir des dizaines de milliards de dollars sur plusieurs années pour restaurer des infrastructures de forage délabrées



dans un pays qui pourrait posséder les plus grandes réserves de pétrole au monde, mais dont le pétrole est également coûteux à extraire et à traiter.

Un rapport suggère que l'administration américaine aurait déclaré aux compagnies pétrolières que si elles souhaitent obtenir une compensation pour les actifs nationalisés par le Venezuela, elles devront s'engager à réaliser des investissements substantiels dans la restauration des infrastructures pétrolières du pays. En effet, les grandes compagnies pétrolières privées américaines sont invitées à agir au Venezuela davantage comme les entreprises publiques d'autres pays qui jouent un rôle important dans la production mondiale de pétrole, souvent au détriment de la rentabilité à court terme, afin de maintenir ou d'augmenter la production à des fins politiques, fiscales ou géopolitiques.

Mais on ne sait pas dans quelle mesure Wall Street serait tolérant à l'égard d'une telle attitude de la part des entreprises énergétiques, en particulier après les pertes cumulées de l'industrie du schiste dans les années 2010, qui ont atteint près d'un demi-billion de dollars. Au cours de cette décennie, les marchés financiers ont recherché une « discipline financière » de la part des compagnies pétrolières.

Plus généralement, il semble que les objectifs géopolitiques et économiques de l'administration ne soient pas tout à fait cohérents, en particulier en ce qui concerne les marchés pétroliers nationaux et étrangers. Elle se réjouit de la baisse des prix de l'essence et espère que le renversement de Maduro au Venezuela conduira à terme à une augmentation de la production assurée par les entreprises américaines dans ce pays. Dans le même temps, la Maison Blanche souhaite également voir augmenter la production pétrolière nationale américaine, comme l'exprime le slogan « drill, baby drill » (fore, bébé,

fore).

Cependant, des prix avantageux pour les consommateurs ne sont pas nécessairement synonymes de prix avantageux pour les producteurs à motivation commerciale, qui pourraient réagir en réduisant leurs investissements, c'est-à-dire en prévoyant de forer moins plutôt que plus. Pour ces producteurs, le seuil critique est le « prix d'équilibre », qui a été estimé à environ 60 dollars le baril en moyenne pour le schiste américain. Tout cela se produit dans un contexte où l'offre mondiale de pétrole augmente plus rapidement que la demande, l'Agence internationale de l'énergie prévoyant une augmentation de l'offre mondiale de 3 millions de barils par jour en 2025 et de 2,4 millions supplémentaires en 2026, contre une augmentation de la demande de seulement 830 000 barils en 2025 et 860 000 en 2026. Les événements au Venezuela soulèvent également d'autres questions qui découlent de la place centrale largement remarquée accordée à l'hémisphère occidentale dans la stratégie de sécurité nationale de l'administration. L'un des objectifs de l'administration est d'installer des régimes amis dans les pays riches en ressources (une description qui s'applique à une grande partie de l'Amérique latine) afin de permettre à la fois l'utilisation privilégiée des ressources par les États-Unis et la possibilité de les refuser à leurs concurrents.

Mais c'est là que les questions d'économie politique de l'Amérique du Sud peuvent entrer en jeu. Au cours des dernières décennies, la région a connu une alternance démocratique entre les populismes de gauche et de droite dans plusieurs pays, alimentée par le mécontentement populaire face à une situation économique décevante à long terme, ponctuée de crises financières intermittentes. Cela résulte sans doute en grande partie d'une dépendance excessive à l'égard des exportations de ma-

tières premières (ce qui est indéniablement le cas du Venezuela, où le pétrole constitue pratiquement la seule exportation) et des cycles d'expansion et de récession associés à ce secteur.

Les cycles électoraux dans la région semblent actuellement favoriser la droite (ou les partis plus favorables à Washington), comme on le voit en Bolivie, mais rien ne garantit une rupture structurelle dans ce schéma politique tant que la structure des économies sud-américaines ne dépassera pas sa dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières. Ainsi, il est possible que même une destitution « réussie » de Maduro ne permette pas d'aboutir à la transformation économique et politique nécessaire à la stabilité à long terme recherchée par les investisseurs américains. Et l'approche de l'administration Trump à l'égard du Venezuela (et de la région dans son ensemble) semble peu tenir compte de cette réalité.

Les motivations économiques qui sous-tendent l'intervention militaire au Venezuela semblent donc contradictoires, fondées sur une mauvaise compréhension du rôle des États-Unis sur les marchés mondiaux de l'énergie et ignorant d'un problème central de l'économie politique en Amérique du Sud : la dépendance du continent à l'égard des matières premières.

(*) Chercheur senior en géoéconomie dans le cadre du programme Global South du Quincy Institute. Auparavant, il a occupé le poste de directeur de la stratégie mondiale chez Eurasia Group, où il a travaillé avec des équipes nationales et régionales pour établir des boucles de rétroaction entre les risques politiques et géopolitiques, la macroéconomie et les réactions du marché.

Source : Responsible Statecraft, 04-01-2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

ARABIE SAOUDITE
Riyad accueillera la réunion du WEF sur la collaboration et la croissance mondiale en avril

L'Arabie saoudite accueillera la réunion du Forum économique mondial (WEF) consacrée à la collaboration et à la croissance mondiale à Djeddah, les 22 et 23 avril 2026.

Le ministre de l'Économie et de la Planification, Faisal Alibrahim, a confirmé vendredi les détails de cette rencontre de haut niveau, annoncée lors de la réunion annuelle du WEF en 2025, selon l'Agence de presse saoudienne.

Dans ses remarques de clôture au forum, le ministre a souligné la nécessité d'un dialogue soutenu pour accélérer la croissance mondiale, appelant les participants à s'impliquer activement dans la réunion à venir.

Il a indiqué que cet événement s'inscrira dans la continuité de l'élan créé par la réunion spéciale du WEF organisée à Riyad en 2024, affirmant que le Royaume s'est imposé comme une capitale mondiale du pragmatisme et de la prise de décisions à fort impact.

Le président du WEF, Børge Brende, a pour sa part salué l'approfondissement de l'engagement du Forum avec le Royaume.

Agence

LIBYE

Vers un déploiement imminent de la 5G pour accélérer la transformation numérique

La Libye s'apprête à franchir une étape majeure dans la modernisation de son secteur des télécommunications avec le lancement annoncé de la technologie mobile de cinquième génération (5G). Cette avancée s'inscrit dans une dynamique plus large d'investissements visant à renforcer l'infrastructure numérique nationale et à soutenir la transition numérique du pays, dans un contexte de reconstruction et de relance socio-économique.

Par R. I.

La semaine dernière, la Libyan Post, Telecommunications and Information Technology Holding Company (LPTIC), entreprise publique chargée de piloter le développement des télécommunications en Libye, a annoncé que le lancement de la 5G interviendrait « dans un avenir proche ». Dans un communiqué publié le jeudi 22 janvier, la holding a précisé que cette étape faisait suite à l'achèvement des derniers préparatifs techniques et organisationnels de la première phase du projet 5G. Selon la LPTIC, le service sera exploité et commercialisé par Al-Madar Al-Jadeed, désigné comme le premier opérateur national libyen chargé de fournir la 5G. L'opérateur assurera le déploiement du réseau conformément aux normes techniques internationales, avec une pleine disponibilité opérationnelle dès son lancement. Cette annonce

marque un tournant pour un pays dont les réseaux télécoms ont longtemps souffert d'un sous-investissement et des conséquences des années d'instabilité. Dans le prolongement de cette initiative, la LPTIC a également annoncé, le vendredi 23 janvier, la signature d'un protocole d'accord de coopération avec la société américaine KBR. Présentée comme un acteur de premier plan dans les domaines de conseil en ingénierie, des solutions technologiques et des infrastructures, KBR accompagnera la Libye dans plusieurs projets stratégiques, dont le renforcement et l'extension des réseaux 5G. Ce partenariat vise à mobiliser une expertise internationale afin de garantir la fiabilité, la sécurité et la performance des futures infrastructures numériques. Un levier pour la transformation numérique Pour la LPTIC, le déploiement de la 5G s'inscrit pleinement « dans le cadre de l'orientation nationale visant à développer

l'infrastructure du secteur des télécommunications, à soutenir la transition numérique et à améliorer la qualité des services offerts aux citoyens ». Les autorités libyennes considèrent les technologies de l'information et de la communication (TIC) comme un outil clé pour accélérer la reconstruction, moderniser l'administration publique et stimuler la croissance économique. Depuis 2021, la holding publique multiplie les initiatives et partenariats afin de positionner la Libye sur la voie d'un « pays intelligent », où citoyens, entreprises et villes bénéficient de solutions numériques avancées. Cette ambition se heurte toutefois à des retards structurels. En 2024, la Libye s'est classée 124^e sur 193 pays à l'indice de développement de l'e-gouvernement des Nations unies, avec un score de 0,5466, inférieur à la moyenne mondiale, illustrant l'ampleur des efforts encore nécessaires.

CONNECTIVITÉ INTERNET

La Mauritanie s'ouvre aux fournisseurs de services par satellite

La solution satellitaire est de plus en plus plébiscitée pour généraliser l'accès à Internet et réduire la fracture numérique sur le continent. En Mauritanie, environ 63% de la population n'utilisait pas Internet en 2023 (l'UIT). La Mauritanie mise sur la connectivité satellitaire pour généraliser l'accès à Internet sur l'ensemble de son territoire. L'Autorité de régulation (ARE) a annoncé, jeudi 22 janvier, le lancement d'un appel d'offres international en vue de l'attribution de licences pour la fourniture de services de communications électroniques mobiles par satellite et/ou la vente de capacités satellitaires. Le régulateur télécoms prévoit l'attribution de deux lots de licences. Le premier est destiné aux entreprises exploitant exclusivement des systèmes satellitaires en orbite géostationnaire (GEO), pour la fourniture directe de services de détail au public. Le second lot concerne la vente de capacités satellitaires à des opérateurs ou des entités publiques ou privées, sans fourniture directe de services au public.

Cette initiative intervient alors que de plus en plus de pays africains s'intéressent aux technologies satellitaires, notamment pour réduire la fracture numérique. L'Association mondiale des opérateurs de téléphonie (GSMA) estime que les solutions de connectivité aérienne, dont le satellite, joueront un rôle important dans la réalisation de la connectivité universelle en Afrique subsaharienne. « La région abrite certains des terrains les plus difficiles pour les réseaux terrestres, notamment des forêts tropicales, des déserts et des chaînes montagneuses. Même dans les zones rurales et faiblement peuplées, le coût et la complexité du déploiement des réseaux mobiles ou

filaires classiques plaident en faveur de solutions alternatives de connectivité », souligne l'organisation dans son rapport « The Mobile Economy Sub-Saharan Africa 2024 ». Selon les données de l'Union internationale des télécommunications (UIT), la couverture du réseau 2G atteignait 97 % de la population mauritanienne en 2023. Les réseaux 3G et 4G couvraient respectivement 43,9 % et 34,7 % de la population en 2022. En matière d'usage, le taux de pénétration d'Internet en Mauritanie était estimé à 37,4 % de la population en 2023. Le marché de l'Internet

est actuellement dominé par les opérateurs de télécoms Chinguitel, Mat-tel et Moov Mauritel. Par ailleurs, les autorités mauritaniennes exercent une pression constante sur les opérateurs télécoms afin de garantir une qualité de service satisfaisante et une couverture étendue, notamment sur les principaux axes routiers, conformément aux cahiers des charges. Des mesures coercitives, telles que des mises en demeure et des sanctions, sont régulièrement prises à l'encontre des opérateurs en infraction.

Agence

PORTÉES PAR L'AGROALIMENTAIRE

Les exportations tunisiennes vers le Golfe atteignent 763 millions DT en 2025

Les échanges commerciaux entre la Tunisie et les pays du Golfe arabe poursuivent leur dynamique ascendante. En 2025, les exportations tunisiennes à destination de cette région stratégique ont atteint un montant global de 763 millions de dinars, confirmant l'importance croissante du Golfe dans la diversification des débouchés extérieurs de l'économie tunisienne. Cette performance est largement soutenue par le secteur agroalimentaire, qui demeure l'un des principaux moteurs des exportations nationales. Au sein de la région du Golfe, les Émirats arabes unis s'imposent comme le premier partenaire commercial de la Tunisie, avec un volume total d'échanges bilatéraux estimé à 950 millions de dinars. Selon les données publiées par le Centre de promotion des exportations (Cepex), les exportations tunisiennes vers les Émirats représentent à elles seules 47 % des exportations tunisiennes vers l'ensemble des pays du Golfe, soit une valeur d'environ 356 millions de dinars. Ces flux sont assurés par près de 282 entreprises tunisiennes, actives principalement dans l'agroalimentaire, mais

également dans d'autres secteurs à forte valeur ajoutée. Cette évolution positive s'inscrit dans une stratégie nationale visant à renforcer la présence des produits tunisiens sur des marchés à fort potentiel, caractérisés par un pouvoir d'achat élevé et une demande croissante en produits alimentaires de qualité. À cet égard, la participation tunisienne à des salons internationaux constitue un levier essentiel pour accroître la visibilité des entreprises exportatrices et consolider les relations commerciales existantes. C'est dans ce contexte que la Tunisie prend part, pour la neuvième fois, au Salon international de l'industrie agroalimentaire "Gulfood Dubaï 2026", dont la plus grande édition a débuté lundi aux Émirats arabes unis. Organisé simultanément au Centre d'exposition de Dubaï et au Dubai World Trade Centre, l'événement se déroule sur cinq jours, du 26 au 30 janvier 2026, et réunit des milliers d'exposants et de professionnels venus du monde entier. La participation tunisienne est conduite par le Centre de promotion des exportations, avec la présence de 61 entreprises exposantes représentant une large

gamme de produits nationaux. Les entreprises tunisiennes sont regroupées au sein de deux pavillons couvrant une superficie totale de plus de 800 mètres carrés, témoignant de l'ampleur de la participation et de l'intérêt porté à ce rendez-vous international. Le premier pavillon, placé sous le thème des « cuisines du monde », est supervisé par Dar Al Moussadar et accueille 48 exposants. Il met en avant la diversité et l'authenticité de l'offre alimentaire tunisienne, adaptée aux goûts des consommateurs internationaux. Le second pavillon, dédié aux « huiles et matières grasses », est géré par le Centre technique de l'emballage et du conditionnement et regroupe 13 entreprises spécialisées dans l'huile d'olive conditionnée, un produit emblématique des exportations tunisiennes et fortement apprécié sur les marchés du Golfe. L'offre tunisienne exposée à Gulfood Dubaï comprend un éventail particulièrement large de produits. Il s'agit notamment des dattes, de l'huile d'olive, des poissons frais et surgelés, des fromages, des jus et boissons, des préparations alimentaires, des pâtes et biscuits,

ainsi que de nombreux produits en conserve. Figurent également parmi les produits présentés le thon, la sardine, la tomate transformée, la harissa, les olives de table et divers légumes conditionnés, selon les précisions fournies par le Cepex. Lors de la journée d'ouverture du salon, le chargé d'affaires par intérim de l'ambassade de Tunisie à Abou Dhabi, accompagné du consul général par intérim à Dubaï, a effectué une visite du pavillon national. Les responsables diplomatiques ont échangé avec les représentants des entreprises exposantes, pris connaissance de leurs préoccupations et évalué les opportunités offertes par ce salon en matière de développement des exportations et de conquête de nouveaux marchés. À la lumière de ces indicateurs, les performances réalisées en 2025 et la forte présence tunisienne à Gulfood Dubaï confirment le rôle stratégique du marché du Golfe dans la politique d'exportation de la Tunisie, à un moment où le pays cherche à consolider ses recettes en devises et à renforcer la résilience de son tissu économique.

Synthèse R. I.

DRAGAGE DU PORT DE BISSAU EN GUINÉE-BISSAU

Un levier stratégique pour la transformation de l'économie nationale

La Guinée-Bissau a officiellement lancé, lundi, les travaux de dragage du port de Bissau, un projet structurant appelé à jouer un rôle déterminant dans la relance économique du pays. Cette opération marque une étape majeure dans la stratégie du gouvernement de transition visant à moderniser les infrastructures portuaires et à renforcer l'intégration du pays dans les circuits commerciaux régionaux et internationaux.

Par R I.

La cérémonie de lancement a été présidée par le Premier ministre et ministre des Finances, M. Ilídio Vieira Té, en présence de plusieurs membres du gouvernement et de partenaires institutionnels. Étaient notamment présents le ministre des Transports, des Télécommunications et de l'Économie numérique, M. Florentino Mendes Pereira, le directeur général de l'Administration des ports de Guinée-Bissau (APGB), M. Félix Blute Nandungue, ainsi que le chef de la mission résidente de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) en Guinée-Bissau, M. Youssouf Touré. Financé à hauteur de 15 millions de francs CFA par la BOAD, ce projet d'envergure vise à lever les contraintes techniques et logistiques qui limitaient jusqu'à présent l'exploitation optimale du port de Bissau. L'accumulation de sédiments, conjuguée à la présence d'épaves et à un manque d'entretien régulier, avait progressivement réduit la profondeur du chenal d'accès, empêchant l'accueil de na-

vires de grande capacité et pénalisant les échanges commerciaux. Les travaux de dragage consisteront principalement à extraire les sédiments accumulés afin de garantir des profondeurs suffisantes pour la navigation maritime. Cette opération permettra de fluidifier le trafic portuaire, d'améliorer la sécurité des manœuvres et de rendre le port accessible à des navires de plus fort tonnage, condition essentielle pour accroître le volume des importations et des exportations. Selon les autorités, l'impact économique attendu est significatif. À court terme, les opérateurs économiques bénéficieront d'une réduction substantielle des délais de transport, notamment pour les marchandises essentielles. Le temps moyen d'escale des navires devrait passer de cinq jours à seulement deux jours, supprimant ainsi les longues périodes d'attente qui généraient des surcoûts importants pour les compagnies maritimes et les importateurs. À moyen terme, l'augmentation de la capacité d'accueil des quais permettra le dé-

chargement simultané de plusieurs cargos, améliorant la fluidité des opérations portuaires. Cette modernisation devrait entraîner une baisse structurelle des coûts d'exploitation, se répercutant positivement sur les prix des biens de consommation et contribuant à renforcer le pouvoir d'achat des populations. Au-delà de ses retombées immédiates, le projet ambitionne de repositionner le port de Bissau comme un hub logistique régional, capable d'attirer de nouveaux investissements et de stimuler la compétitivité de l'économie nationale. En dotant le pays d'une infrastructure portuaire plus performante, les autorités entendent soutenir la diversification économique, favoriser les échanges avec les pays voisins et créer de nouvelles opportunités d'emplois. L'achèvement des travaux est prévu pour l'été 2026. D'ici là, le gouvernement de transition et ses partenaires réaffirment leur engagement à faire du port de Bissau un pilier du développement durable et un moteur essentiel de la transformation économique de la Guinée-Bissau.

EN FAVEUR DE LA PÊCHE

Liberia et l'UE signent un accord de 30 millions \$

Au Liberia, le secteur de la pêche constitue un pilier des moyens de subsistance des communautés côtières, de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la pauvreté. Il emploie plus de 33 000 personnes et représente environ 10 % du PIB. Le Liberia et l'Union européenne (UE) ont signé un accord de financement de 25 millions d'euros (environ 29,7 millions \$) destiné à renforcer la chaîne de valeur de la pêche artisanale, améliorer les moyens de subsistance et consolider la sécurité

alimentaire dans les neuf comtés côtiers de ce pays d'Afrique de l'Ouest. L'accord, scellé le vendredi 23 janvier 2026, permettra de soutenir les pêcheurs artisanaux et les commerçants de poissons grâce à l'amélioration des installations de stockage frigorifique, des équipements de fabrication de glace et des infrastructures de manutention du poisson, tout en favorisant la création d'emplois et la réduction des pertes post-récoltes, indique le ministère libérien des Finances et de la Planification du développement qui précise que «

ces interventions devraient accroître les revenus, renforcer la sécurité alimentaire et améliorer le bien-être des ménages dans les communautés côtières ». Au Liberia, la pêche joue un rôle essentiel dans les moyens de subsistance des populations côtières, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. D'après le Fisheries Committee for the West Central Gulf of Guinea, il emploie plus de 33 000 personnes et contribue à hauteur d'environ 10 % au PIB. Cependant, le secteur fait face à des obstacles

croissants liés à l'érosion côtière, la destruction des mangroves et l'insécurité foncière. Un cadre législatif a été mis en place pour régir le secteur, notamment la Loi sur la gestion et le développement des pêches et de l'aquaculture. Mais son application est freinée par des capacités de surveillance limitées, un manque de ressources et de financements, ainsi que par la persistance de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

Agence

Agence

POUR VALORISER LE BOIS D'HÉVÉA

La Côte d'Ivoire s'associe au Cambodge

Par R.I

La Côte d'Ivoire est le troisième producteur de latex au niveau mondial, après la Thaïlande et l'Indonésie. Cette position dominante dans l'industrie résulte de grandes plantations d'hévéa que les autorités souhaitent valoriser autrement par le développement d'une nouvelle chaîne de valeur. En Côte d'Ivoire, la Fédération des producteurs de la filière hévéa (FPH-CI) explore un partenariat avec le Cambodge pour développer une industrie de valorisation du bois d'hévéa en fin de vie économique. Cette piste de coopération a été évo-

quée lors d'une rencontre tenue le 23 janvier dernier entre les dirigeants de l'organisation et Buntha Em, mandarin de la Cour du Roi du Cambodge, en visite dans le pays. Selon la FPH, les échanges avec la partie cambodgienne ont porté sur le développement d'une industrie du bois axée sur la base de production de la filière ivoirienne qui consacre près de 722 502 hectares à l'hévéaculture. Présenté pour la première fois au Salon international de l'Agriculture de Paris en 2025, le projet de valorisation du bois d'hévéa en fin de vie économique est entré le 25 janvier dans sa phase opérationnelle. À cette occa-

sion, la FPH a lancé un appel aux producteurs afin de les intégrer dans cette nouvelle chaîne de valeur qui se met en place. L'objectif de ce projet est en effet d'accompagner les producteurs dans l'identification, la coupe et la commercialisation du bois d'hévéa en fin de production de latex à des fins industrielles « Le bois d'hévéa est solide, durable, il est facile à traiter et résiste au temps. Il peut être transformé en meuble et autres produits artisanaux. Il est prouvé que la Côte d'Ivoire peut fournir par an plus de 1 650 853 m³ de bois », souligne la FPH dans un communiqué publié sur son site. Si la nature exacte du

partenariat en cours avec Phnom Penh n'est pas encore connue, on sait que le Cambodge figure parmi les principaux importateurs de bois d'œuvre et produits dérivés en Asie. Selon les données compilées par la plateforme Trade Map, le pays a importé pour près de 338,8 millions \$ de bois et dérivés en 2024. En attendant les avancées du partenariat avec le Cambodge, la perspective de développer une industrie autour du bois d'hévéa ouvre de nouvelles voies de valorisation et de diversification pour les acteurs du secteur, au-delà de la seule production de caoutchouc.

TANZANIE

Le ferry MV Mwanza va entrer en service sur le lac Victoria

Le MV Mwanza, dont la construction a été lancée en 2019, arrive enfin en phase d'exploitation officielle. Ce nouveau ferry renforcera les échanges commerciaux via le lac Victoria, et participera à améliorer la connectivité dans la région. Le gouvernement tanzanien prévoit selon la presse locale, de lancer ce vendredi 23 janvier l'exploitation officielle du ferry MV Mwanza, construit localement. Destiné au transport fluvio-lacustre sur le lac Victoria, ce navire dispose d'une capacité de 1200 passagers, 400 tonnes de marchandises, 20 véhicules légers et trois poids lourds. Construit par deux entreprises sud-coréennes sur le chantier naval de Mwanza, le bâtiment, dont le coût est estimé à près de 120 milliards de shillings tanzaniens (environ 46,9 millions USD), assurera des liaisons entre le port de Bukoba et plusieurs autres plateformes tanzaniennes. Il desservira également le port kenyan de Kisumu, ainsi que les ports ougandais de Port Bell et de Jinja, situés à l'extrémité nord du lac Victoria. Les autorités présentent ce projet comme un levier de renforcement des capacités nationales de transport public, avec pour objectif d'améliorer les performances de la chaîne d'approvisionnement et de soutenir le commerce transfrontalier dans la région des Grands Lacs. L'initiative s'inscrit dans la stratégie plus large de la Tanzanie visant à mettre en place un réseau logistique intégré, combinant corridors routiers, ferroviaires, maritimes et fluviaux. Le pays ambitionne, à travers cette politique, de consolider sa position de hub logistique en Afrique de l'Est. Dans cette dynamique, Dar es-Salaam a intensifié ces dernières années les investissements dans la modernisation de ses infrastructures portuaires et dans le développement de son réseau ferroviaire à écartement standard (SGR), appelé à renforcer la connectivité avec des pays enclavés comme la République démocratique du Congo, le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda.

POINT-MARCHÉS

Le CAC 40 et l’Europe temporisent avant des échéances importantes

La Bourse de Paris navigue autour de son point d'équilibre et s'affiche en très légère hausse de 0,14%, à 8 142,29 points. Les autres places européennes déroulent la même tendance, à l'image du DAX 40 à Francfort qui ne cède que 0,05%, à 24 920,42 points. Le FTSE 100 à Londres fait exception et se distingue avec un gain de 0,46%, à 10 195,35 points.

Les investisseurs limitent les prises de risque et temporisent avant des échéances d'importance au cours des prochains jours. Ils attendent principalement la décision de la Réserve fédérale américaine sur sa politique monétaire qui sera connue demain soir, ainsi que de nombreuses statistiques macro-économiques. Il y aura notamment vendredi les PIB préliminaires du quatrième trimestre pour la France, l'Allemagne et l'ensemble de la zone euro. En outre, les publications de résultats d'entreprises vont s'intensifier avec plusieurs géants de la cote américaine. Entrent aujourd'hui et vendredi, les marchés seront rythmés par les résultats de poids lourds tels que Texas Instruments, Boeing, Microsoft, Meta, Tesla, Apple, Chevron ou encore Exxon. En France, LVMH ouvrira le bal pour les entreprises du CAC 40 ce soir après

la clôture des marchés européens. Face à ces rendez-vous d'importance, l'actualité diplomatique est reléguée au second plan. Pourtant, Donald Trump s'est offert une nouvelle sortie. Après avoir menacé le Canada d'une hausse des droits de douane de 100%, en cas d'accord commercial avec la Chine, c'est au tour de la Corée du Sud de s'attirer les foudres du président américain. Sur son réseau social, il a estimé que le corps législatif de la Corée du Sud mettait beaucoup trop de temps à approuver l'accord commercial entre les deux pays trouvé le 30 juillet 2025. Par conséquent, il a indiqué relever de 15 à 25% les droits de douane sur l'automobile, le bois, les produits pharmaceutiques et tous les autres tarifs réciproques. En dépit de ces nouvelles menaces, le principal indice boursier de Corée du Sud, le Korea Kospi Composite a signé un gain de 2,73% en clôture ce matin.

Toujours en ce qui concerne le commerce international, un accord " historique " a été trouvé entre l'Inde et l'Union européenne, ce qui permettra notamment au pays du Vieux-Continent de disposer d'un accès à un marché important. Parmi les rares indicateurs macro-économiques, les investisseurs se sont pour l'instant contentés de l'indice de confiance des consommateurs de jan-

vier pour la France. Il est resté stable, comme prévu, à 90 points. Cet après-midi, aux Etats-Unis, il y aura l'indice de confiance des consommateurs calculé par le Conference Board à 16h, et plus tôt, un indicateur sur l'immobilier (15h). Sur le marché des devises, l'euro est quasi-stable (0,07%) face au billet vert et se négocie contre 1,1886 dollar.

Agence

BOURSE ZURICH

Tentative de rebond sur un large front

La Bourse suisse retrouvait des couleurs mardi dans les premiers échanges, soutenue par la clôture à l'avenant des principaux indices à New York la veille. "L'appétit pour la tech mondiale et les titres liés à l'intelligence artificielle demeure vif, mais des questions sourdent. La Chine pourrait n'avoir encore pas exploré tout son potentiel, tandis que l'essor des titres aux Etats-Unis soulève des doutes sur le niveau des dépenses, le rendement et la nature circulaire des transactions," observe Ipek Ozkardeskaya "La prudence devrait toutefois rapidement reprendre le dessus à l'approche d'une séquence décisive, marquée par la publication des résultats de poids lourds comme Apple, Meta ou Microsoft, ainsi que par la réunion de la Réserve fédérale demain soir," prévient John Plassard, associé chez Cité Gestion. A 09h10, le Swiss Market Index (SMI) s'appréciait de 0,4% à 13'194,75 points, le Swiss Leader Index (SLI) de 0,41% à 2136,59 points et le Swiss Performance

Index (SPI) de 0,41% également à 18'262,75 points. Les deux poids lourds pharmaceutiques Roche (+0,6%) et Novartis (+0,2%) bénéficiaient d'une reprise de la couverture de leur titre par Citigroup, sur des recommandations à l'achat. Le second revendeur par ailleurs le succès d'une étude clinique intermédiaire sur un traitement de classe GLP-1 contre l'obésité. Le paquebot alimentaire Nestlé par contre se délestait de 0,1%. Sur le marché élargi, le façonneur de médicaments Siegfried s'appréciait de 1,8%, après l'acquisition de trois nouveaux sites de production, dont deux aux Etats-Unis. Le géant du placement de personnel Adecco (-0,1%) s'offre par le biais de sa filiale Akkodis le spécialiste allemand de l'intelligence artificielle appliquée au domaine du transport aérien Synergeticon. La Banque cantonale du Jura (pas traité) a vu son résultat se ratatiner l'an dernier et anticipe une évolution similaire en 2026.

Zonebourse

MARCHÉS AMÉRICAINS

Wall Street entame la semaine positivement avant plusieurs rendez-vous clés

Les marchés américains ont clôturé la première séance de la semaine sur une note positive avant une série de résultats des géants de la technologie ainsi et la décision de politique monétaire de la Fed, attendue mercredi soir. Les commandes de biens durables sont ressorties supérieures aux attentes. Côté valeurs le titre USA Rare Earth a progressé de plus de 7%, porté par l'annonce de l'entrée au capital de l'administration Trump via une émission de nouvelles actions assorties de bons de souscription. Le Dow

Jones a progressé de 0,64% à 49412 points et le Nasdaq de 0,43% à 23601 points. Baker Hughes, a progressé de 4,40% à 56,29 dollars après avoir dévoilé une performance robuste sur l'année 2025 avec un résultat net attribuable ajusté de 772 millions de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 11% sur un an. Le bénéfice ajusté par action atteint 0,78 USD, en hausse de 12% par rapport à la même période en 2024. Le chiffre d'affaires trimestriel ressort stable à 7,4 MdsUSD, tandis que l'EBITDA ajusté progresse légè-

rement de 2% pour atteindre 1,34 MdUSD. .

Les chiffres économiques du jour L'indice national d'activité de la Fed de Chicago s'est amélioré en passant de -0,21 à -0,04 point en novembre. Au mois de novembre, les commandes de biens durables ont fait nettement mieux que prévu avec une progression de 5,3%. Les analystes tablaient sur une hausse de "seulement" 3,7%, après un repli de 2,1% précédemment. En données core, hors éléments de transports,

elles sont également supérieures aux attentes avec une hausse de 0,5%, face à des prévisions à 0,3%.

Les valeurs à suivre aujourd'hui **Cisco** Cisco fait part du lancement d'un nouveau programme de partenaires baptisé "Cisco 360", conçu avec des partenaires pour l'ère de l'IA et offrant "de nouvelles ressources aidant les partenaires à différencier et à développer leur offre pour les clients". Selon le géant des technologies de réseaux, ce programme

équipe mieux ses partenaires pour "offrir des résultats clients dans les domaines des centres de données prêts pour l'IA, des environnements de travail prêts pour l'avenir et de la résilience numérique". Wells Fargo annonce la nomination de Faraz Shafiq au poste de responsable des produits et solutions d'intelligence artificielle, avec prise de fonctions le 9 février. Le cadre dirigera la vision, la feuille de route et le développement des produits intégrant l'IA à l'échelle de l'entreprise.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Janvier 2026

Valeur : 28 Janvier 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.3142	129.3292
1	EUR	EURO		152.8882	152.9318
1	GBP	POUND STERLING		176.4418	176.5104
100	JPY	JAPANESE YEN		83.8287	83.8439
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5847	18.5893
1	CHF	SWISS FRANC		165.9364	166.0408
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.4106	94.4560
1	DKK	DANISH KRONE		20.4997	20.5031
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.4801	14.4840
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.2350	13.2643
1	AED	UAE DIRHAM		35.2009	35.2146
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.4838	34.4896
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.8420	424.0302
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.1939	44.6381
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1202	14.1218
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.2665	20.3703
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2500	3.2601
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		176.7147	176.7147

ESPAGNE

Le chômage passe sous la barre des 10 %, un seuil inédit depuis 2008

Après plus d’une décennie marquée par des crises successives, l’Espagne enregistre une amélioration historique de son marché du travail. Le taux de chômage est tombé à 9,93 % au quatrième trimestre 2025, un niveau inédit depuis 2008. Porté par une forte dynamique de l’emploi et des réformes structurelles, le gouvernement de Pedro Sánchez entend désormais consolider cette tendance, notamment à travers un vaste plan de régularisation de travailleurs sans-papiers.

Par R I.

L’Espagne tourne une page sombre de son histoire économique récente. Selon les derniers chiffres publiés mardi par l’Institut national de la statistique (INE), le taux de chômage est passé sous la barre symbolique des 10 % au quatrième trimestre de l’année 2025, s’établissant précisément à 9,93 %. Une performance que le pays n’avait plus connue depuis 2008, avant la crise financière mondiale et l’écroulement de la bulle immobilière. « Pour la première fois depuis 2008, le chômage passe sous les 10 %. L’Espagne s’approche des 22,5 millions de personnes ayant un emploi, un nouveau record historique », s’est félicité le chef du gouvernement, Pedro Sánchez, dans un message publié sur le réseau social X. Cette annonce marque un tournant majeur pour la quatrième économie de la zone euro, longtemps considérée comme l’un des pays les plus touchés par le chômage structurel.

Un passé marqué par des taux de chômage records

Le marché du travail espagnol a connu des fluctuations importantes au cours des trois dernières décennies. Après un pic élevé dans les années 1990, le pays avait réussi à améliorer progressive-

ment la situation au début des années 2000, porté par une forte croissance économique et un boom du secteur immobilier. Toutefois, la crise financière mondiale de 2008 a brutalement mis fin à cette dynamique. L’effondrement du secteur de la construction et la récession qui s’en est suivie ont provoqué une explosion du chômage. Dès 2009, le taux dépassait les 17 %, avant de continuer sa progression pour atteindre un niveau historique de 27 % en 2013, le plus élevé de l’Union européenne à l’époque. Des millions d’Espagnols, notamment des jeunes, avaient alors été exclus du marché du travail, entraînant une vague d’émigration et une profonde crise sociale.

Une reprise progressive puis accélérée

À partir de 2014-2015, une lente amélioration s’est amorcée, soutenue par la reprise économique européenne et plusieurs réformes du marché du travail. Malgré un nouveau choc en 2020 lié à la pandémie de Covid-19, qui avait fait remonter le chômage autour de 15 %, la trajectoire s’est rapidement redressée. La reprise s’est nettement accélérée ces dernières années. Fin 2024, le taux de chômage était déjà tombé à 11 %, avant de franchir un cap décisif en 2025. Cette amélioration repose en grande partie

sur une création soutenue d’emplois, principalement dans le secteur privé, mais aussi dans les services, le tourisme, l’industrie et les nouvelles technologies.

Un plan de régularisation pour soutenir la croissance

Souhaitant consolider cette dynamique favorable, le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez a annoncé une mesure d’ampleur : la régularisation de près de 500 000 travailleurs sans-papiers présents sur le territoire espagnol. Objectif affiché : répondre aux besoins du marché du travail et renforcer l’économie nationale. Selon Elma Saiz, ministre de la Sécurité sociale et des Migrations, cette régularisation concernera les personnes présentes en Espagne depuis au moins cinq mois et arrivées avant le 31 décembre 2025. « Elles pourront travailler dans n’importe quel secteur et partout dans le pays », a-t-elle précisé sur la télévision publique. Les demandes pourront être déposées à partir du mois d’avril et jusqu’au 30 juin. Pour faciliter et accélérer la mise en œuvre du dispositif, l’exécutif a opté pour l’adoption d’un « décret royal », un mécanisme constitutionnel permettant de légiférer sans passer par un vote parlementaire, le gouvernement ne disposant pas de majorité absolue.

LIBRE-ÉCHANGE

L’Union européenne et l’Inde annoncent la conclusion d’un accord

Après près de 20 ans de négociations, l’Union et l’Inde ont annoncé aujourd’hui, mardi 27 janvier, la conclusion d’un traité de libre-échange lors d’un sommet organisé à New Delhi. Si la nécessité de diversifier les partenaires commerciaux, suite à l’imposition de tarifs par les États-Unis, a poussé les deux parties à accélérer les négociations, l’accord ne devrait avoir qu’un impact économique limité à court terme. Hier mardi 27 janvier, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, le président du Conseil António Costa et le Premier ministre indien, Narendra

Modi, ont annoncé la conclusion d’un accord de libre-échange – partiel – dont les négociations avaient commencé en 2007 avant d’être suspendues en 2013, puis relancées il y a quatre ans. Alors que le taux moyen de droits de douane appliqué par l’Inde aux exportations européennes est déjà relativement bas, aux alentours de 9 %, l’accord devrait prévoir une baisse des tarifs douaniers sectoriels imposés par New Delhi, notamment sur les voitures dont la valeur est supérieure à 15 000 euros (1,6 million de roupies). Ceux-ci devraient ainsi passer de 110 % à 40 %.

Le taux devrait être davantage réduit « au fil du temps »

L’accord pourrait également prévoir des mesures concernant les barrières non tarifaires, notamment des règles relatives aux marchés publics, et faciliter les exportations indiennes de textiles et de bijoux vers l’Europe, tandis que les droits de douane sur les vins et spiritueux européens devraient être réduits. Le secrétaire indien au Commerce, Rajesh Agrawal, a fait savoir hier, lundi 26, que les secteurs des télécommunications, des services maritimes et financiers « devraient bénéficier » de

l’accord 2. Le premier ministre Modi a déclaré : « un accord majeur a été signé entre l’Union européenne et l’Inde. Les gens le qualifient de « mère de tous les accords ». Cet accord offrira des opportunités considérables aux populations indiennes et européennes. Il s’agit d’un exemple parfait de partenariat entre deux grandes économies mondiales... Cet accord représente 25 % du PIB mondial et un tiers du commerce mondial. » La signature officielle devrait avoir lieu dans les six prochains mois.

Synthèse R I/Agence

SELON LA FÉDÉRATION BANCAIRE EUROPÉENNE

L’Europe doit réformer ses règles sous peine de déclin économique

Par R I

L’économie européenne risque de prendre encore plus de retard par rapport à d’autres régions si l’Union européenne ne réforme pas une réglementation qui fragilise la capacité des banques à prêter, a averti la Fédération bancaire européenne (FBE). La situation actuelle n’est « ni satisfaisante, ni soutenable », dénonce le groupe professionnel dans une lettre adressée à des responsables de la Commission européenne, dont la présidente Ursula von der Leyen. « Le paysage réglementaire et prudentiel est devenu de plus en plus complexe et fragmenté », a écrit Slawomir Krupa, président de la FBE et directeur général de la Société

Générale, dans une lettre du 19 janvier consultée par Reuters. « Les banques, déjà soumises à des exigences de fonds propres élevées, opèrent sous la menace d’une nouvelle hausse de ces exigences. » Krupa cite des données récoltées par la FBE pour la période 2021-2024, montrant que 15 grandes banques ont dû détenir plus de 100 milliards d’euros (119 milliards de dollars) de capitaux supplémentaires en raison de mesures prudentielles discrétionnaires. Selon la FBE, 90 % du capital net généré a été dédié à ces mesures, entraînant la perte d’une capacité de prêt potentielle de 1,5 billion d’euros. Les faibles taux de croissance économique de l’Europe inquiètent de longue date décideurs

et entreprises, alors que les tentatives d’intégration des secteurs bancaires fragmentés de la région peinent à aboutir. Un porte-parole de la Commission européenne a indiqué que la simplification des règles était une « priorité centrale », la Commission ayant déjà proposé des mesures pour réduire la complexité et soutenir un marché unique plus intégré. Les conclusions d’un rapport en préparation sur la compétitivité du secteur bancaire régional « aideront à déterminer où des mesures ciblées pourraient le plus efficacement renforcer la capacité concurrentielle des banques et leur aptitude à financer l’économie européenne », a-t-il poursuivi dans un commentaire transmis par courriel.

LE MIRACLE ITALIEN

Comment Rome réussit dans le commerce extérieur

En 2025, l’Italie est passée quatrième exportateur mondial, devant le Japon et la France, qui prend la septième place. L’économie italienne, longtemps considérée comme déclinante, déjoue les préjugés. Le pays est passé en 2025 quatrième exportateur mondial, dépassant le Japon, dont la population active est trois fois plus importante. La botte devient ainsi la deuxième puissance exportatrice du continent européen, talonnant l’Allemagne et s’impose comme une des nations les plus dynamiques du G7. La France, elle, arrive septième dans ce classement. Quand l’Italie dégage un excédent commercial de 50 milliards d’euros entre octobre 2024 et octobre 2025, la France accuse un déficit de plus de 70 milliards d’euros sur un an à la fin novembre 2025. Le secret italien ? Un tissu économique riche composé de près de 30.000 PME et PMI agiles réparties par district. Ces « multinationales de poche » exportent des produits à forte valeur ajoutée et des biens très variés. Elle a aussi su diversifier ses débouchés et ainsi gagner des parts de marché. Les exportations représentent aujourd’hui 40 % du PIB italien. Même si la péninsule reste loin derrière le champion du commerce extérieur, la Chine, qui s’affiche en hausse de 20 % sur un an en 2025, et ceci malgré les droits de douane imposés par Donald Trump. Agence

ALLEMAGNE

Le Climat des affaires stable en janvier

L’indice du climat des affaires Ifo en Allemagne est resté inchangé à 87,6 en janvier 2026, se maintenant près de son niveau le plus bas depuis mai 2025 et en dessous des attentes du marché de 88,1, suggérant que la plus grande économie d’Europe commence l’année avec peu d’élan. Les évaluations de la situation actuelle ont légèrement augmenté à 85,7 contre 85,6, tandis que les attentes ont légèrement diminué à 89,5 contre 89,7. Par secteur, une baisse dans l’industrie des services (-2,6 contre -2,1) a compensé les gains dans d’autres domaines, avec un sentiment s’améliorant parmi les fabricants (-12,2 contre -14,6), les commerçants (-21,1 contre -24,6) et les entreprises de construction (-14,2 contre -14,9).

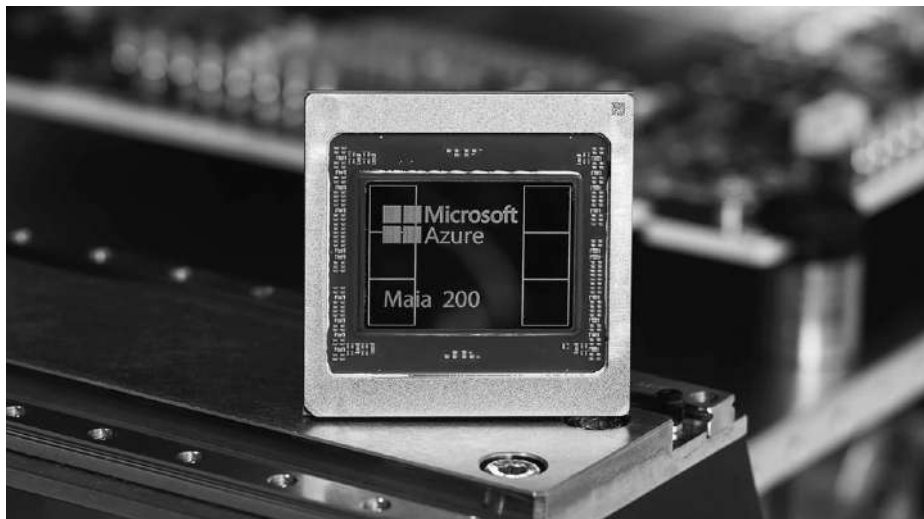
Agence

ELL SURPASSERAIT CELLES D'AMAZON ET GOOGLE

Microsoft dévoile une puce IA maison gravée en 3 nm

Microsoft a dévoilé lundi son premier accélérateur IA maison, taillé pour l'inférence. Baptisée Maia 200 et gravée en 3 nm, la puce promet des performances record et bouscule Amazon comme Google.

Dans la course aux puces dédiées à l'intelligence artificielle, Microsoft vient de frapper fort. La firme de Redmond a présenté lundi Maia 200, un accélérateur spécialement conçu pour faire tourner les grands modèles d'IA plus rapidement et surtout, de façon plus économique. Déjà déployé dans l'Iowa et bientôt en Arizona aux États-Unis, ce processeur maison affiche des spécifications qui placent Microsoft devant ses rivaux directs du cloud. Une sacrée performance, sur le papier. La puce Maia 200 est plutôt... piquante ! Avec plus de 140 milliards de transistors gravés en 3 nanomètres chez TSMC, elle délivre plus de 10 pétaFLOPS en précision 4 bits (FP4) et dépasse les 5 pétaFLOPS en 8 bits (FP8). Concrètement, cela permet de faire tourner sans effort les plus gros modèles actuels, avec encore de la marge pour les générations futures. Les performances brutes ne font pas tout. Microsoft l'a bien compris en repensant complètement le sous-système mémoire. Le Maia 200 embarque ainsi 216 Go de mémoire HBM3e offrant une bande passante de 7 To/s, complétés par 272 Mo de SRAM sur puce. Des moteurs spécialisés de transfert de données assurent l'alimentation constante des modèles massifs. Microsoft promet



ainsi 30% de performances supplémentaires par dollar investi comparé à sa précédente génération. Les comparaisons avec la concurrence parlent d'elles-mêmes. Le géant américain nous explique que le Maia 200 affiche des performances FP4 trois fois supérieures à celles du Trainium 3 d'Amazon (troisième génération), et surpasse en FP8 le TPU v7 de Google (septième génération). De quoi faire du Maia 200 l'accélérateur propriétaire le plus puissant parmi tous les hyperscalers. Le tout dans une enveloppe thermique de 750 watts, un chiffre maîtrisé pour ce niveau de performance.

Du silicium aux applications, Microsoft contrôle toute la chaîne IA

Le Maia 200 n'est pas une annonce en l'air, puisqu'il est opérationnel dès aujourd'hui dans la région US Central de Microsoft près de la ville Des Moines, dans l'Iowa. Les premiers systèmes alimentent déjà les derniers modèles GPT-5.2 d'OpenAI, notamment via Microsoft Foundry et Microsoft 365 Copilot. L'équipe Microsoft Superintelligence exploite quant à elle la puce pour générer des données synthé-

tiques et entraîner ses propres modèles par apprentissage renforcé. L'architecture réseau est l'autre point fort de l'accélérateur Maia 200. Microsoft a opté pour une conception à deux niveaux basée sur Ethernet standard. Chaque accélérateur dispose de 2,8 To/s de bande passante bidirectionnelle dédiée, qui permettent de créer des clusters allant jusqu'à 6 144 accélérateurs. Cela devrait éviter de coûteuses infrastructures propriétaires, tout en garantissant des performances prévisibles. L'intégration native avec Azure simplifie aussi la gestion, maximise la fiabilité et réduit les temps d'indisponibilité. Pour accompagner les développeurs, Microsoft met à leur disposition un kit de développement complet. Celui-ci comprend une intégration PyTorch, un compilateur Triton, une bibliothèque de kernels optimisés, un accès au langage de programmation bas niveau du Maia, ainsi qu'un simulateur et un calculateur de coûts. L'approche verticalement intégrée (silicium, modèles et applications pensés ensemble) permet à Microsoft d'affiner chaque maillon de la chaîne, de la puce jusqu'aux applications finales. Un avantage sur lequel l'entreprise entend bien capitaliser, face à une concurrence de plus en plus féroce.

WhatsApp : le couperet vient de tomber en Europe

L'application de messagerie WhatsApp est extrêmement populaire. Tellement, qu'elle va se voir imposée de nouvelles contraintes au niveau du continent européen. Avec le règlement du Digital Services Act (DSA), l'Union européenne s'est dotée d'un instrument qui va lui permettre de mieux réguler les géants du numérique, qui ont un impact énorme sur la discussion publique de nos jours. Un nouveau cadre qui touche d'abord et avant tout les plus grandes des plateformes, parmi lesquelles, on pourra compter dorénavant WhatsApp !

WhatsApp devient une « très grande plateforme en ligne »

Dans la hiérarchie des plateformes numériques, l'Union européenne, à



travers son DSA, a créé une catégorie reine, celle des « très grandes plateformes en ligne ». Une catégo-

rie à laquelle n'appartiennent que les plateformes comptant plus de 45 millions d'utilisateurs mensuels au sein

de l'Union européenne. Un seuil que WhatsApp avait annoncé avoir franchi l'an dernier, ce qui vient d'entraîner son changement de statut. Et maintenant, un compte à rebours vient de s'enclencher pour l'application de messagerie de Mark Zuckerberg, qui a quatre mois pour se conformer aux obligations plus contraignantes de ces plateformes géantes.

Des obligations renforcées pour l'application de messagerie

Car, pour rappel, les très grandes plateformes en ligne doivent faire plus d'effort pour combattre les contenus illicites, les tentatives de manipulation électorale, les entorses à la vie privée ainsi que les atteintes à la liberté d'expression. Les entre-

prises auteurs d'infraction peuvent subir des amendes allant jusqu'à 6% de leur chiffre d'affaire mondial annuel, voire même, en cas d'infractions répétées, être interdites en Europe. À noter que le cas de WhatsApp est particulier, puisque ce n'est pas son activité (majoritaire) de messagerie privée et cryptée qui est ciblée ici - celle-ci n'étant pas touchée par le DSA. Ce sont en effet ses chaînes qui sont considérées comme des plateformes permettant la diffusion de contenus, qui vont devoir être régulées. Et ce, dans un environnement où Donald Trump ne cesse d'attaquer la volonté de réguler de l'Union européenne, et où le patron Mark Zuckerberg s'est rallié il y a un an à la position du locataire de la Maison-Blanche sur la liberté d'expression.

Brèves

Samsung lance la production de HBM4

En retard sur SK Hynix, Samsung prévoit de démarrer la production de mémoires HBM4 en février et les fournir à Nvidia et à AMD dans les prochains mois, selon Reuters. Des annonces pourraient être faites à l'occasion de la GTC de Nvidia qui se déroule à la mi-mars à San José. A la fin 2025, la société coréenne avait annoncé une augmentation de ses capacités de production pour la mémoire HBM face à la très forte demande.

Nvidia investit encore dans Coreweave

Le spécialiste des GPU ajoute 2 Md\$ dans le neocloud provider. Cet investissement doit permettre à ce dernier d'augmenter sa capacité de calcul dédié à l'IA en visant 5 GW d'ici 2030. Le NCP intégrera les dernières générations de produits Nvidia à savoir les GPU Rubin, les DPU Bluefield et les CPU Vera. L'implication de Nvidia est aussi une réponse aux critiques qui doutent du modèle économique de Coreweave. Le fournisseur a affiché une dette de 18,81 Md\$ en septembre

2025 et a réalisé un chiffre d'affaires de 1,36 Md\$ au troisième trimestre, selon les données de Pitchbook citées par Techcrunch.

IonQ rachète SkyWater Technology

Spécialisée dans la correction d'erreurs quantiques, la start-up IonQ a annoncé le rachat pour 1,8 Md\$ de SkyWater Technology. Avec ce rachat, IonQ se dote de capacités de fonderie et accélère son programme de développement dans le domaine de l'informatique quantique et de sécuriser sa

chaîne d'approvisionnement. Le nouvel ensemble devrait être en capacité de tester en 2028 le fonctionnement de 200 000 QPU de 8 000 qubits logiques. Un aspect à suivre suite à ce rachat sera de voir comment l'acquisition de SkyWater par IonQ influera sur les accords conclus par ce dernier avec d'autres entreprises quantiques comme D-Wave et PsiQuantum. SkyWater a annoncé un chiffre d'affaires de 150,7 M\$ pour le troisième trimestre et de 342,3 M\$ pour 2024. Lors de la présentation de ses résultats du troisième trimestre, SkyWater prévoit 600 M\$ de revenus cette année. IonQ a déclaré quant à lui un chiffre d'affaires 2025 compris entre 106 et 110 M\$.

Rien ne va plus pour cet équipementier mondial : nouvelle décision radicale !

C'est un acte fort et un virage stratégique plutôt brutal. Fragilisé par deux années de turbulences financières et par une électrification mondiale plus lente que prévu, l'équipementier allemand ZF vient d'annoncer l'arrêt anticipé de plusieurs projets liés à l'électromobilité, jugés non rentables. Une décision censée desserrer l'étau et améliorer la rentabilité à moyen terme. Mais une décision qui n'est pas sans conséquence immédiate et qui devrait se traduire dès 2025 par une lourde charge exceptionnelle et une perte comptable.

Confronté à de grandes difficultés financières depuis deux ans, notamment à cause d'une transition vers la mobilité électrique qui peine à décoller au niveau mondial, mais aussi à cause d'une concurrence chinoise particulièrement agressive, l'équipementier allemand ZF a annoncé CE vendredi qu'il abandonnait ses projets dans l'électromobilité, projets jugés "non rentables". Une annonce qui fait notamment suite à la prévision de l'équipementier de supprimer jusqu'à 14 000 emplois en Allemagne d'ici à 2028, soit ¼ de ses effectifs outre-Rhin.

ZF : les décisions douloureuses se succèdent

Résultat de cette volte-face, les comptes de ZF devraient encore plonger. Rappelons qu'en fin d'année dernière déjà, ZF avait annoncé sa restructuration en cédant son activité de systèmes d'assistance à la conduite (ADAS) à Harman, pour 1,5 milliard d'euros. Une opération destinée à renflouer les caisses et à réduire la dette d'environ 10 %, tout en recentrant le groupe sur ses métiers historiques. Dans le cadre de cet accord, 3 750 salariés doivent être transférés chez Harman à compter du second semestre 2026.



La trop lente progression de l'électrique

Mais l'ampleur du gouffre, à l'instar d'un grand nombre d'autres équipementiers allemands et plus globalement européens, semble telle que ZF, fondée en 1915 et qui compte pas moins de 157 000 salariés dans le monde, a décidé d'accélérer son repositionnement sur ses technologies traditionnelles. Autrement dit châssis, groupes motopropulseurs, véhicules utilitaires et applications industrielles. Et ainsi "mettre fin par anticipation à plusieurs projets qui, en raison de la montée en puissance plus lente de l'électromobilité,

n'atteignent pas la rentabilité attendue", comme le groupe vient de l'annoncer dans un communiqué officiel, sans davantage de détails à ce jour sur lesdits projets.

Un fardeau en moins

ZF, notamment fournisseur mondial de techniques de transmission et de châssis, entend ainsi recentrer son activité avec l'abandon de plusieurs projets : "Cette décision nous libère d'un fardeau et constitue le socle de nouvelles marges de manœuvre et d'une rentabilité durablement améliorée dans les années à venir", a

ainsi commenté le directeur financier de ZF, Michael Frick.

Une nouvelle perte comptable

Reste que ces abandons de projets de la part de ZF, entraîneront mécaniquement une charge exceptionnelle, dont le montant n'a pas été communiqué mais qui sera sans doute conséquent, avec à la clé "un impact négatif sur le résultat annuel 2025, lequel se traduira par une perte comptable", a enfin admis le groupe de Friedrichshafen.

La descendante de la Stratos arrive bientôt en Europe, elle sera chinoise et électrique

Stratos, voici un nom qui fait vibrer tous les amoureux d'automobile. Ce modèle créé par Lancia dans les années 70 et qui s'est illustré notamment dans le championnat du monde des rallyes va prochainement renaître de ses cendres, mais attention, il va y avoir du changement. 1365 kg, 100% électrique et un châssis tubulaire digne d'une vraie sportive, voici quelques-unes des caractéristiques de la future Stratos. Mais, il n'y a pas que cela en changement : Ses origines ne sont plus italiennes, mais chinoise et surtout son nom ne sera plus Stratos mais SC01. Né du partenariat entre plusieurs marques dont notamment Xiaomi, la SC01 a été dévoilée en 2022, mais elle est entrée en production que récemment.



Même si elle se veut électrique, cette SC01 met donc en avant sa légèreté qui est LE point noir des électriques, et encore plus des sportives. Celle-ci annonce par conséquent 1 365 kg, ce qui est très raisonnable puisque inférieur à certaines thermiques et beaucoup plus que la plupart des électriques. Cette sportive est petite avec une longueur de 4,11 mètres, une largeur de 1,83 mètre et surtout très basse pour une électrique avec 1,17 mètre seulement. Cette SC01 est propulsée par un moteur électrique sur chaque essieu, développant une puissance combinée de 429 ch, qui lui permet d'abattre le 0 à 100 km/h en 2,9 secondes. Pour s'alimenter, cette SC01 fait appel à une batterie de 60 kWh qui est placée

entre l'habitacle et l'essieu arrière, à l'emplacement habituel du moteur pour les sportives thermiques. Le constructeur annonce 520 km d'autonomie selon le cycle CLTC, bien plus optimiste que le WLTP européen. Dans l'habitacle, la présentation est particulièrement épurée avec un unique écran numérique servant pour l'instrumentation. Pas de système multimédia. Les commandes de climatisation sont donc physiques et le levier de frein à main traditionnel. Les boutons de sélection des vitesses et les commandes de lève-vitres sont situés sur la petite console centrale, entre le conducteur et le passager. La version européenne de la SC01 sera en effet produite en Italie, en série limitée à seulement 1000 exem-

Aux États-Unis, une assurance auto préfère l'ordinateur au conducteur

Aux États-Unis, un assureur vient de lancer une offre qui promet de réduire fortement la facture d'assurance automobile... à condition de laisser la voiture conduire seule. Réservée aux Tesla équipées du système Full Self-Driving, cette police repose sur une idée simple : le risque baisse lorsque l'humain ne conduit pas. Une expérimentation très américaine qui révèle les espoirs placés dans la voiture autonome, mais aussi les limites culturelles, juridiques et technologiques de ce modèle. L'initiative vient de Lemonade, un assureur américain qui se présente comme une entreprise "digitale" reposant sur l'intelligence artificielle. Sa nouvelle offre, lancée fin janvier en Arizona avant une extension prévue en Oregon, s'adresse exclusivement aux Tesla équipées du système Full Self-Driving (FSD), la conduite autonome dans sa version supervisée. Et le principe est simple : faire baisser le coût de l'assurance aux conducteurs... qui ne conduisent pas ! On ne parle pas là d'un véhicule immobile mais qui roule en mode FSD. C'est à ce moment là

que le tarif d'assurance au kilomètre est réduit d'environ 50 %. L'assureur affirme s'appuyer sur des données montrant un risque significativement plus faible lors des phases de conduite automatisée, par rapport à la conduite humaine classique. Dans les faits, Lemonade croit encore plus que Tesla en sa conduite autonome et va beaucoup plus loin puisque l'assurance maison du constructeur ne propose qu'une remise limitée, plafonnée et conditionnelle à un usage majoritaire du FSD.

Une logique très américaine, difficilement transposable

Cette formule d'assurance qui récompense la conduite d'un ordinateur par rapport à celle de l'humain n'est pas un hasard géographique. Elle repose sur un cadre réglementaire américain beaucoup plus permissif que chez nous, sur une acceptation culturelle plus large de l'expérimentation technologique, et sur une approche du risque très orientée sur les données et les statistiques. Lemonade assume pleinement cette lo-

gique. L'entreprise revendique un accès massif aux données de conduite, collectées en continu, permettant une tarification dynamique et individualisée. Là où les assureurs traditionnels évaluent le profil du conducteur, ce modèle analyse surtout le comportement du système automatisé. Évidemment, cette approche qui soulève peu de blocages immédiats aux États-Unis, se heurterait rapidement à des obstacles en Europe. De la protection des données à la responsabilité en cas d'accident, en passant par le statut juridique de la conduite assistée, voilà autant de sujets encore loin d'être tranchés de notre côté de l'Atlantique.

Quand le conducteur devient la variable à risque

Au-delà de la promesse tarifaire, cette offre marque un glissement symbolique fort. Pour la première fois, un assureur affirme implicitement que le conducteur humain constitue le principal facteur de risque, et que s'en remettre à l'ordinateur devient plus rationnel. Une logique qui

reste toutefois largement théorique. Le Full Self-Driving, malgré son nom, ne rend pas le véhicule autonome au sens légal du terme. Tesla rappelle d'ailleurs que le conducteur demeure responsable à tout moment et doit rester attentif, et être capable de reprendre le volant à tout moment. La réduction de prime repose donc sur une confiance accordée au logiciel, sans que la responsabilité humaine ne disparaisse réellement. Et si certaines démonstrations du FSD, même lors de test en Europe, sont bluffantes, les vidéos montrant les erreurs d'appréciation de l'ordinateur, menant parfois à l'accident sont tout aussi nombreuses. Cette première dans le domaine de l'assurance ressemble donc à un laboratoire grandeur nature. Elle illustre la manière dont l'autonomie commence à influencer non seulement la technologie automobile, mais aussi son coût d'usage. Une évolution à suivre de près, et qui interroge déjà la place que l'on accordera, demain, au conducteur dans l'équation automobile.

Mots fléchés

[illegible]

Le Brent stable à plus de 65 dollars

Les cours du pétrole étaient stables, mardi, dans un marché attentif aux tensions géopolitiques et à l'évolution de la demande en raison des mauvaises conditions météorologiques. En milieu de la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, perdait 0,04% à 65,55 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, gagnait 0,05% à 60,66 dollars. Les investisseurs demeurent particulièrement attentifs aux développements géopolitiques notamment au Proche-Orient et dans d'autres régions du monde.



MONNAIES

L'euro au plus haut depuis 2021 face à un dollar en baisse

Le dollar retombait mardi, poussant l'euro à son plus haut niveau depuis juin 2021, face à un billet vert lesté par la montée des incertitudes géopolitiques. Après avoir marqué une pause en début de séance, le dollar reculait de nouveau, portant la monnaie unique européenne à un plus haut depuis juin 2021 face au billet vert à 1,1939 dollar pour un euro (vers 13H00 GMT). La devise américaine perdait 0,48% face à l'euro par rapport à la clôture lundi soir, à 1,1938 dollar. Le billet vert a aussi atteint un plus bas depuis 2022 face à un panier d'autres grandes devises, d'après le Dollar index, à 96,218 points. Les tensions commerciales et géopolitiques, conséquences de la politique américaine, "menacent l'attrait du dollar comme monnaie de réserve", et celui-ci pâtit en outre de "l'explosion de la dette" des Etats-Unis, expliquent les analystes. Le marché anticipe pourtant un statu quo monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui entame mardi une réunion de deux jours. Pour sa part, le président américain, Donald Trump, réclame une forte baisse des taux de la Fed. Surfant sur ces incertitudes, l'or gagnait 1,61%, à 5.089,30 dollars l'once, après avoir grimpé jusqu'à un sommet historique lundi, à 5.111,07 dollars l'once. L'argent décollait lui de 8,29%, à 112,39 dollars l'once, non loin de son record de lundi à 117,7132 dollars. De son côté, la monnaie japonaise prenait 0,61% à 153,24 yens pour un dollar.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

L'agriculture et l'industrie à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé hier, une réunion du gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret exécutif portant modalités de création des coopératives agricoles et du projet de feuille de route du secteur de l'industrie, indique un communiqué des services du Premier ministre. Le Gouvernement a entamé l'examen d'un projet de décret exécutif portant modalités de création des coopératives agricoles, de leur organisation et de leur fonctionnement. Ce texte vise à moderniser le cadre juridique et organisationnel des coopératives agricoles en Algérie, dans le but de renforcer leur rôle dans le développement agricole, la sécurité alimentaire et la promotion de l'investissement rural. Ainsi, ce projet de décret exécutif apporte plusieurs nouveautés en matière de

création et de gestion des coopératives agricoles, notamment en simplifiant les procédures de création par l'adoption d'un système d'enregistrement au lieu d'agrément, en clarifiant les statuts et la gouvernance interne, en introduisant le capital social variable, la possibilité de créer des annexes et le renforcement du rôle des unions de coopératives. Par ailleurs, et conformément aux directives de Monsieur le Président de la République, le Gouvernement a entamé l'examen des projets de feuille de route 2026-2028 pour chaque secteur, avant de les soumettre au Conseil des ministres pour approbation. Dans ce cadre, le Gouvernement a entendu un exposé sur le projet de feuille de route du secteur de l'industrie, qui porte sur la diversification de l'industrie nationale et l'augmentation de sa contribution au PIB ainsi que sur la vision

stratégique pour le renforcement et la consolidation de l'écosystème national dédié au développement du secteur de l'industrie. A ce titre, Monsieur le Premier ministre a rappelé les orientations générales portant sur la méthodologie de préparation des feuilles de route sectorielles, au plan, notamment, de : - l'identification des axes stratégiques du secteur, qui doit être basée sur un diagnostic objectif de l'état des lieux, - la définition des instruments et outils opérationnels pour la mise en œuvre de cette stratégie, - la mise en adéquation des objectifs de la stratégie avec les capacités humaines et financières disponibles, - la prise en charge de l'interaction sectorielle des mesures et projets proposés, - l'estimation des délais de leur réalisation.

Par R.E.

COOPÉRATION

Attaf reçoit le haut conseiller du président américain pour l'Afrique, les affaires arabes et le Moyen-Orient

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, mardi au siège du ministère, le haut conseiller du président américain pour l'Afrique, les affaires arabes et le Moyen-Orient, M. Massad Boulos, qui effectue une visite officielle en Algérie, indique un

communiqué du ministère. A cette occasion, le ministre d'Etat a eu une rencontre en tête-à-tête avec M. Boulos, suivie d'une réunion élargie aux membres des délégations algérienne et américaine. Cette rencontre a été "l'occasion de passer en revue les différents aspects des relations algéro-américaines et d'examiner les moyens de

les renforcer et de les hisser aux plus hauts niveaux possibles". Dans ce cadre, "les deux parties ont souligné l'importance du renforcement du dialogue stratégique établi entre l'Algérie et les Etats-Unis d'Amérique, et réaffirmé la nécessité de poursuivre la dynamique positive que connaît le partenariat bilatéral, notamment dans les do-

maines économiques", ajoute le communiqué. Les deux parties ont également "procédé à un échange de vues sur les principales questions d'actualité dans le monde arabe et en Afrique, notamment les développements de la situation en Libye, dans la région sahélo-saharienne et au Sahara occidental".

PROJET DE LOI RELATIF AUX PARTIS

Le FJDC présente ses propositions devant la commission spécialisée

La Commission des affaires juridiques et administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a poursuivi, mardi, ses réunions consacrées à l'examen du projet de loi organique relatif aux partis politiques, en examinant un exposé présenté par le président du parti Front de la jeunesse démocratique pour la citoyenneté

(FJDC), Ahmed Gouraya, indique un communiqué de l'APN. Lors de la réunion, le président de la commission Abdelkader Toumi a souligné que cette rencontre traduit "l'engagement des partis politiques à contribuer activement au débat autour du projet de loi", à travers "la présentation de visions et de propositions reflétant les

aspirations de la société et des citoyens et contribuant au renforcement du pluralisme politique dans le cadre des dispositions de la Constitution et de la loi". De son côté, M. Gouraya, a salué l'ouverture du débat autour du projet de loi organique relatif aux partis, ce qui reflète, a-t-il dit, "une volonté de réforme visant à développer la vie

partisane et à renforcer la pratique démocratique". L'implication des partis dans le débat de ce projet "s'inscrit dans le processus d'édition de l'Etat national, et contribue à accompagner les mutations que connaît l'Algérie tout en répondant aux attentes des citoyens, dans le cadre de la Constitution et de la loi", a-t-il ajouté.

Publicité

2^{ème} Colloque sur la responsabilité sociétale des entreprises en Algérie
« La Responsabilité Sociétale des Entreprises, un Vecteur du Développement Durable et d'un Management écoresponsable »



IMPACTS RSE
Colloque
Responsabilité
Sociétale des
Entreprises
Algérie

- 1^{er} jour sera consacré au Développement Durable et ses principaux thèmes qui seront animés par les meilleurs spécialistes algériens.
- 2^{ème} jour sera dédié à la vulgarisation de la RSE, ses principaux référentiels et normes ISO....ainsi qu'à la restitution d'expérience d'entreprises algériennes.

Hôtel GOLDEN ROYAUME TULIP, Roupe Aéroport
Dar El Beida, ALGER

Mercredi 28 et jeudi 29 janvier 2026

Informations et inscriptions :

Tél: + 213 (0) 5 50 47 98 08 + 0560 90 05 03
E-mail : mti.instdz@gmail.com

<http://impacts-rse-algerie.com>

Organisé par:  